



Investir dans les populations rurales

République Gabonaise

Projet de Développement Agricole et Rural (PDAR)

Rapport de Supervision

26 juin au 14 juillet 2016

Rapport principal et appendices

Dates de la mission: 26 juin au 14 juillet 2016

Date du document: 25/07/2016

No. du Projet: 1313

No. du rapport: 4154 - GA

Langue : Français

Division Afrique de l'Ouest et du Centre

Département de Gestion des Programmes

Table des matières

Sigles et acronymes	iii
A. Introduction	1
B. Évaluation d'ensemble de l'exécution du PDAR (avril 2015-juin 2016)	1
C. Revue de l'exécution du PDAR : produits et réalisations	3
D. Performance de la mise en œuvre du projet	10
E. Gestion fiduciaire	12
F. Durabilité	17
G. Autres aspects	17
H. Conclusion	17

Appendices

Appendice 1:	Résumé de l'état d'avancement du PDAR et notes attribuées	19
Appendice 2:	Cadre logique actualisé: état d'avancement par rapport aux objectifs, effets et produits	23
Appendice 3:	Récapitulatif des principales mesures à prendre dans les délais convenus	27
Appendice 4:	État d'avancement matériel par rapport au PTBA 2015 (y compris indicateurs SYGRI)	37
Appendice 5:	Aspects financiers: performance financière effective par source de financement et par composante, et décaissements par catégorie	41
Appendice 6:	PDAR/Application des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement	47
Appendice 7:	Gestion des savoirs: apprentissage et innovation	49

Sigles et acronymes

BBTV	« Banana Bunchy Top Disease » Maladie Virale du Bunchy Top du Bananier
CARBAP	Centre Africain de Recherche sur le Bananier Plantain
CNPS	Comité National de Pilotage et de Suivi
CTAMF	Commission Technique d'Approbation des Microprojets de Filières
DNP	Direction Nationale des Projets FIDA
DTS	Droits de Tirage Spéciaux.
DRF	Demande de Renouvellement de Fonds
DPD	Demande de Paiement Direct
ECD	Etat Certifié des Dépenses
FAO	« Food and Agricultural Organisation » Fonds des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
FIDA	Fonds International de Développement Agricole.
FCFA	Franc de la Communauté Financière Africaine
ha	Hectare
IGAD	Institut Gabonais d'Appui au Développement
IRAF	Institut de Recherches Agronomiques et Forestières
IITA	« International Institute of Tropical Agriculture » Institut International de l'Agriculture Tropicale
MAEAPG	Ministère de l'Agriculture et de l'Entrepreneuriat Agricole Chargé de la Mise en Œuvre du Programme GRAINE
MP	Microprojet
OP	Organisation/Groupement de Producteurs
PAFA	Projet d'Appui aux Filières Agricoles
PDAR	Projet de Développement Agricole et Rural
PIF	Plant Issu de Fragments végétaux
PTBA	Programme de Travail et Budget Annuel
RAF	Responsable administratif et Financier
RSE	Responsable de Suivi-Evaluation
RMP	Revue à mi-parcours
SAF	Service administratif et Financier
SPF	Superviseure de la Composante Promotion des Filières
SRC	Superviseur de la Composante Renforcement des Capacités des Acteurs
SSE	Système de Suivi-Evaluation
TAC	Technicien d'Appui-Conseil
USD	Dollar des Etats-Unis

A. Introduction¹

1. La République Gabonaise et le Fonds International de Développement Agricole (FIDA) ont signé le 26 octobre 2007, un Accord de Prêt et de Don respectivement de 3 800 000 DTS (USD 5.726 millions) et 190 000 DTS (USD 274 000), pour la mise en œuvre du PDAR dans la Province du Woleu-Ntem, sur une durée de 6 ans. En décembre 2013, le Conseil d'Administration du FIDA a approuvé un financement additionnel de USD 5.4 millions pour la mise en place d'infrastructures de commercialisation. A la faveur de ce financement additionnel, la période d'exécution du PDAR a été prorogée de 3 ans. La nouvelle date d'achèvement du projet est le 31 mars 2017.

2. Le projet a pour but de réduire la pauvreté en milieu rural par la diversification et l'augmentation des revenus des populations et l'amélioration de leurs conditions de vie. Pour ce faire, les objectifs spécifiques du projet sont : i) développer les filières porteuses prioritaires au bénéfice des groupes cibles du Projet; ii) renforcer les capacités des acteurs des filières prioritaires et de leurs organisations; et iii) renforcer les capacités institutionnelles en matière de services d'appui au monde rural.

3. La présente mission de supervision qui s'est déroulée du 26 Juin au 14 Juillet 2016 a eu pour objectifs de : (i) examiner le niveau de mise en œuvre des activités par rapport à la programmation globale du projet et en particulier l'état d'avancement des activités par composante depuis la dernière mission de supervision de mars 2015 ; (ii) évaluer le niveau de mise en œuvre des recommandations de la mission de supervision de mars 2015 et de la mission de suivi de novembre 2015 ; (iii) apprécier la qualité de la gestion administrative, financière et comptable et de la passation des marchés ainsi que les actions prises par la coordination du projet pour apporter les corrections nécessaires ; (iv) examiner l'opérationnalité du système de suivi et évaluation du projet ; (v) apprécier de manière globale la performance de l'équipe du projet à coordonner, planifier et mettre en œuvre les activités en rapport avec le PTBA ; (vi) examiner la programmation du projet en prenant en compte les activités résiduelles et celles prévues au titre du financement additionnel.

4. La mission a exploité les documents disponibles et s'est entretenue avec l'Unité de Gestion du Projet. Des visites de terrain ont permis d'échanger avec les bénéficiaires et les Techniciens d'Appui Conseil (TAC). Des réunions spécifiques ont également été tenues avec le personnel du projet pour apprécier la gestion globale du projet, l'accompagnement du projet et la pérennisation des acquis. Les principaux constats et recommandations de la mission ont été présentés le 08 juillet 2016 au siège du PDAR à Oyem, à l'équipe du projet et aux responsables du Ministère de l'Agriculture et de l'Entrepreneuriat Agricole Chargé de la Mise en Œuvre du Programme GRAINE (MAEAPG) pour le Woleu-Ntem.

5. La réunion officielle de restitution des résultats de la mission s'est tenue le mardi 12 juillet 2016. La mission remercie les Autorités Gabonaises et l'équipe du PDAR pour la facilitation de ses travaux ainsi que les différents TAC et bénéficiaires du projet pour leur accueil, leur disponibilité et leur bonne collaboration.

B. Évaluation d'ensemble de l'exécution du PDAR (avril 2015-juin 2016)

6. Le PDAR a conforté sa position de promoteur du développement rural dans la Province du Woleu Ntem. Les paysans semenciers du projet sont désormais les principaux fournisseurs de matériel végétal dans le Woleu Ntem et les provinces environnantes. En 2015, 160 960 plants de bananier et 1 137 500 boutures de manioc ont été livrés aux groupements de producteurs agricoles.

¹ La mission était composée de M. Hien Mwinyel Bernard, Représentant FIDA/Chargé de Portefeuille qui l'a supervisé concomitamment avec la pré formulation du PDAR 2; M. Olinga Biwolé Joseph Rostand, Chargé de Programme FIDA, Chef de Mission ; M. Jonckheere Steven, Spécialiste en Suivi-évaluation et Gestion des Savoirs FIDA ; Mme Simo Kuaté Marie Claire, Chargée d'Appui au Programme FIDA ; M. Benelesse Meleng, Expert en Développement Rural et M. Ahlonsou Godeffroy, Expert en Gestion Administrative et Financière. La partie Gabonaise était représentée par M. Mombo Mombo Aymar, Chargés d'Etudes à Direction Nationale des Projets FIDA/Ministère de l'Agriculture et de l'Entrepreneuriat Agricole Chargé de la Mise en Œuvre du Programme GRAINE (MAEAPG) ; M. Mouanga Euloge, Chargé d'Etudes au Service des Emprunts Bilatéraux et Multilatéraux, Direction Générale de la Dette/Ministère du Développement Durable, de l'Economie, de la Promotion des Investissements et de la Prospective ; M. Mboulou Ella Jonathan, Directeur Régional du MAEAPG pour le Woleu-Ntem et l'Ogooué-Ivindo. Les membres de l'UGP et les TAC ont participé aux réunions de travail et aux visites de terrain.

7. En 2016, ces livraisons au titre de la première campagne agricole représentent 33 582 plants de bananiers et 751 500 boutures de manioc respectivement. Pour cette campagne, les 5 producteurs ayant livré les plants de bananiers ont réalisé un chiffre d'affaires de 10 074 600 FCFA. Quant aux 15 producteurs semenciers qui ont livré les boutures de manioc, ils reçu un montant total de 18 787 500 FCFA. De plus, les données des transactions commerciales de 8 producteurs semenciers avec des Coopératives du Programme GRAINE font ressortir un chiffre d'affaires de 8 500 000 FCFA.

8. Pendant la période sous revue, le financement de 180 microprojets des groupements a donné lieu à l'emblavement de 118 ha de banane et 188 ha de manioc. La réhabilitation de 106 km de pistes au titre des fonds additionnels est au stade installation des chantiers tandis que la construction de 12 centres de groupage est au stade évaluation des offres.

9. Le renforcement des capacités techniques et organisationnelles des OP s'est poursuivi à travers la structuration et formalisation de 48 OP, l'organisation de voyages d'échanges, la formation de 108 représentants d'OP en développement organisationnel, 31 en planification et gestion financière et 25 en approche filière.

10. Le suivi des activités économiques des OP appuyées par le projet demeure un défi avec pour résultante la très faible disponibilité des données sur les productions et ventes des groupements.

11. Sur le plan fiduciaire, la mise en œuvre régulière des procédures comptables est effective, notamment (i) le système de codification des pièces (ii) les arrêtés mensuels des caisses de menues dépenses (iii) les rapprochements bancaires mensuels. Toutefois, les faiblesses constatées lors des précédentes missions en matière de contrôle interne du fait de la non révision et appropriation du manuel de procédures perdurent. Aussi, le suivi et la planification de la trésorerie ne sont pas efficacement réalisés par le projet.

12. Les niveaux d'exécution physique et financière de l'exercice 2015 et du premier semestre 2016 sont déclinés dans le tableau ci-dessous. Ils suggèrent une performance modérément satisfaisante avec un taux d'exécution physique de 68% en 2015 et 39% pour le premier semestre 2016. Le taux d'exécution financière est quant à lui de 72% en 2015 et 19% pour le premier semestre 2016.

Tableau 1: Taux d'exécution physique et financière 2015 et 1^{er} semestre 2016 par composante

Composantes	Sous composantes	Exécution physique 2015 %	Exécution financière 2015 %	Exécution physique Juin 2016	Exécution financière Juin 2016
A. Promotion des filières agricoles	A.1 Appui à la production des filières	58	73	41	16
	A.2 Microprojets filières				
	A.3 Commercialisation et compétitivité des filières				
B. Renforcement des capacités des acteurs	B.1 Renforcement des capacités des ruraux et de leurs groupements	61	51	37	17
	B.2 Renforcement des capacités institutionnelles				
C. Coordination et S&E	C.1 Coordination et gestion	88	78	39	46
	C.2 Appui technique				
Ensemble du projet		68	72	39	19

13. Pour ce qui est de la performance financière d'ensemble, au 30 juin 2016, le PDAR a mobilisé 68% de l'ensemble des ressources du projet correspondant à USD 10,3 millions dont 90% du Prêt FIDA (USD 5,1 millions), 95% du Don FIDA (USD 275 927), 17% des fonds additionnels (USD 816 817), 94% des fonds de contrepartie (USD 3,103 millions) et 238% des contributions des bénéficiaires (USD 970 000). Le cumul des réalisations financières du PDAR, y compris les engagements en cours est évalué à FCFA 4,682 milliards (USD 8,122 millions) au 30 juin 2016, soit un taux global d'exécution financière de 61% par rapport à l'allocation initiale (Fonds additionnel compris) de FCFA 7,666 milliards.

14. Spécifiquement au financement FIDA, le projet enregistre au 30 juin 2016, un taux de décaissement réel de 90% pour le prêt initial et de 17% pour le prêt additionnel. En prenant en compte les DRF et DPD en traitement, ces taux seraient de 92% et 31% respectivement.

C. Revue de l'exécution du PDAR : produits et réalisations

15. La mise en œuvre du PDAR se décline en 3 principales composantes à savoir : (1) la promotion des filières agricoles ayant un grand potentiel de marché; (2) le renforcement des capacités des différents acteurs; et (3) la coordination, le suivi et l'évaluation du projet.

Composante A : Promotion des filières agricoles ayant un grand potentiel de marché

16. Les objectifs du PTBA 2015 pour cette composante étaient de (1) réaliser 120 microprojets de manioc et de banane pour une superficie globale de 309ha répartis entre 200ha en manioc et 109ha en banane ; (2) Installer 5 petites unités de transformation de manioc (moulins et abri) et (3) favoriser un cadre de concertation dans la zone du projet entre les différents acteurs (producteurs, transformateurs, acheteurs, transporteurs et partenaires institutionnels. La mission a noté le taux de réalisation physique (58%) des activités de cette composante au titre du PTBA 2015. Ledit taux est de 73,58% pour la sous composante A1, programmes régionaux d'appui à la production des filières ; 62,68% pour la sous composante A2 appui aux groupements de producteurs (microprojets filières) et 38% pour la sous composante A3 appui à la commercialisation et à la compétitivité des filières cibles.

17. Dans le cadre du PTBA 2016, il s'agit de: (1) renouveler intégralement le matériel roulant du projet (véhicules et motos) ; (2) poursuivre le partenariat avec l'IITA ; (3) réaliser une superficie globale de 185ha répartis entre 160ha en manioc et 25ha en banane ; (4) former le personnel d'encadrement du projet et les producteurs sur les techniques de transformation de manioc en gari, fufufu et amidon ; (5) construire 3 centres d'affaires et 9 centres de groupage et (6) réaliser les travaux d'aménagement et de réhabilitation de plus de 106 km de pistes rurales.

18. La mission a noté le taux de réalisation physique (41%) des activités de cette composante soit 47,55% pour la sous composante A1, programmes régionaux d'appui à la production des filières, 61,6% pour la sous composante A2 appui aux groupements de producteurs (microprojets filières), et 14,5% pour la sous composante A3 appui à la commercialisation et à la compétitivité des filières cibles.

Sous composante A1 : Programmes régionaux d'appui à la production des filières

19. Les activités de cette sous composante ont concerné: i) la production de matériel végétal et (ii) la mise en place de petites unités de transformation.

I. Production du matériel végétal

20. ***Dans le cadre de la convention avec l'IITA***, la mission note que 03 missions de l'IITA pour l'évaluation sanitaire et la performance des variétés améliorées et locales de manioc, mises en place dans les champs semenciers, ont été réalisées au 2^e semestre 2015. Il ressort globalement des différents rapports y relatifs, que (i) les rendements en racines fraîches sont différents suivant la variété et la localité (allant de 26 t/Ha pour la variété améliorée 96/0023 à Nkolmassas à 53 t/ha pour le cultivar local NsourMbong à Obileville) ; (ii) le potentiel en boutures peut aller jusqu'à 30 boutures par plante pour les variétés locales ; (iii) les variétés améliorées sont résistantes à la mosaïque tandis que les variétés locales sont tolérantes ; et (iv) les producteurs sont satisfaits pour toutes les variétés introduites, certains pour les feuilles d'autres pour les tubercules.

21. Les activités de la convention IITA relatives au bananier ont consisté en l'organisation en Avril 2015, de 02 sessions de formation de formateurs et d'une journée de sensibilisation sur la maladie du *Bunchy Top*. Ces activités ont concerné 102 participants (représentants OP, chefs de secteurs, TAC), qui sont désormais capables de reconnaître les premiers symptômes et de mettre en œuvre des méthodes de contrôle et d'éradication de la maladie. Au terme de ces activités, 500 guides ont été mis à la disposition du PDAR pour distribution.

22. Les activités résiduelles de la convention à réaliser au titre du PTBA 2016 concernent l'élaboration et la distribution de fiches techniques/guides pratiques sur la filière maniocainsi que l'organisation d'un atelier de partage des résultats obtenus.

23. ***Pour ce qui est de la collaboration avec le CARBAP***, l'exécution de la convention a été moins satisfaisante. Le CARBAP a livré au projet courant Aout 2015, 10 500 plantules pour acclimatation, sur 13 000 attendues. Seulement 3 000 plantules (28% de la livraison) ont repris et ont été distribuées aux paysans semenciers permettant de mettre en place 02 ha de champs

semenciers. Pour réaliser la cible de 7 ha, le projet a dû recourir à l'IITA et aux multiplicateurs locaux. Cette contreperformance portée à l'attention du CARBAP est restée sans suite.

24. *La mission recommande à l'UGP de procéder à l'évaluation finale et à la clôture immédiate de la convention avec le CARBAP, conformément aux dispositions de son article 8.*

II. Mise en place de petites unités de transformation.

25. Pour introduire la mécanisation des processus et améliorer la transformation du manioc, le PDAR a appuyé à titre pilote, l'installation de 2 ateliers dans les villages Melo et AbamAndock. Cet investissement pilote sera complété en 2016 sur fonds additionnels, par 3 centres d'affaires dotés d'équipements de transformation. La mission relève avec regret que l'atelier d'Abam Andock bien que fonctionnel n'est pas utilisé par les populations de la localité. Il serait installé sur le terrain d'un leader coutumier, et ferait l'objet de différends entre les membres du groupement bénéficiaire. Dans l'impossibilité de rendre l'atelier opérationnel, *la mission recommande de réaffecter le moulin à un autre groupement plus dynamique.*

26. En général, l'accompagnement du projet aux OP en matière de transformation de produits agricoles est resté timide. Plusieurs innovations en appui aux groupements auraient pu être amorcées, en tirant profit de la production croissante. La mission a noté que treize (13) représentantes d'OP, un TAC et la Superviseure de la composante Promotion des Filières (soit 15 participants) ont pris part en décembre 2015 au Cameroun à une formation sur la transformation du manioc en gari, fufu et amidon auprès de la Coopérative SOCOAPACE. La formation animée par Mme Joëlle NGAZOA de la coopérative SOCOAPACE. La formation a été organisée à Yaoundé (théorie) et Minkoa (pratique). Au cours de leur séjour, les participants ont visité des équipementiers et pris part à un salon sur le machinisme agricole intégrant la transformation du manioc.

27. Il en a résulté des initiatives individuelles de mise en place d'unités de transformation. Certains participants sont repartis au Cameroun acquérir des moulins mobiles et se sont engagés de façon pionnière dans la transformation du manioc en bâton, roui, et fufou pour les marchés de Libreville, Port Gentil et Bitam. La mission a rencontré deux participants des groupements Dзам Dazou de Mbass et Cœur vaillant de Bikondom qui ont exprimé leur totale satisfaction après la mise en pratique de la formation reçue et leur engagement de retourner au Cameroun acquérir une râpeuse dont l'absence limite leur performance actuelle.

28. En attendant la mise en place des centres d'affaires, la mission recommande de faciliter des échanges sur ces expériences de transformation, afin de susciter un effet d'entraînement. Ceci contribuera à ajouter de la valeur au manioc tout en améliorant sa période de conservation.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
1. <i>Procéder à l'évaluation finale et à la clôture immédiate de la convention avec le CARBAP</i>	DP	Août 2016
2. <i>Réaffecter le moulin d'Abam Andock à un autre groupement plus dynamique.</i>	DP+SPF	Août 2016
3. <i>Faciliter les échanges sur les expériences de transformation</i>	SPF	Août 2016

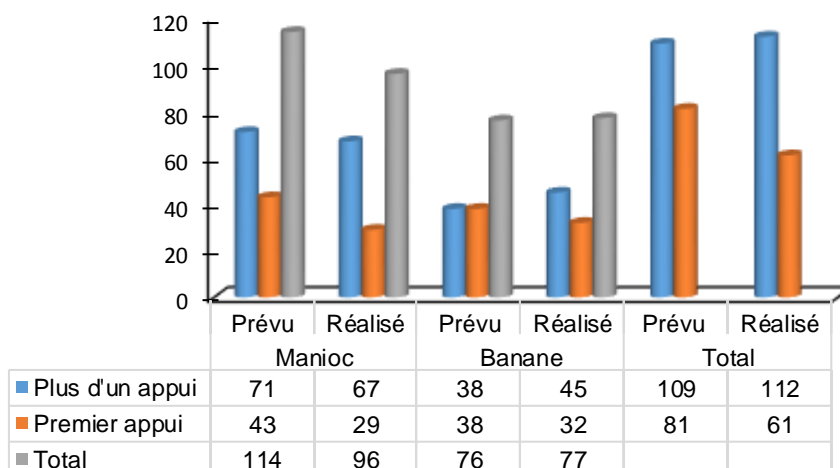
Sous composante A2 : Appui aux groupements de producteurs (microprojets de filières)

29. Les réalisations du projet en 2015 comprennent 55 microprojets de manioc et 58 microprojets de banane. Ces réalisations auraient pu être meilleures si 60 microprojets approuvés par le CTAMF au titre de la seconde campagne agricole 2015 avaient été mis en œuvre. Une tension de trésorerie n'a pas permis l'acquisition et la distribution du matériel à temps aux groupements bénéficiaires.

30. Dans le cadre de la première campagne 2016 ; 53 microprojets de manioc et 14 microprojets de banane ont été approuvés en mars 2016 par le Comité. La mise en place des plantations est exhaustive pour la banane contre 42 réalisations de microprojets sur 53 approbations pour le manioc. La mission a noté que 5 microprojets de banane ont été approuvés et appuyés hors session du CTAMF. La mission attire l'attention de l'UGP sur de veiller strictement au respect de la procédure d'approbation des microprojets.

31. La figure 1 ci-dessous visualise la distribution des microprojets mis en œuvre pendant la période sous revue.

Figure1: distribution des OP par filière et nombre d'appuis reçus

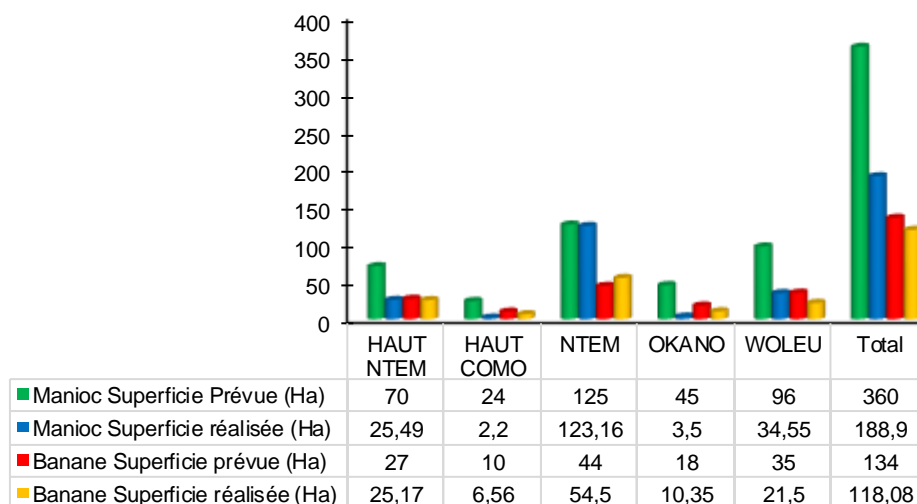


32. En termes de superficies pour la période sous revue : un total de 188,80 ha de manioc sur les 360 prévus (soit 52,47%) et 118,08 ha de banane sur 134 prévus (soit 88,12%) ont été mis en place suivant la répartition ci-après :

- Un peu moins de 114 ha de manioc sur 200 prévus (soit 56,88%) et 97 ha de banane sur 109 prévus (89,08%) pour le compte de 2015.
- Plus de 75 ha de manioc sur les 160 prévus (soit 46,97%) et près de 21 ha de banane sur les 25 prévus (83,92%) pour la première campagne 2016.

La figure 2 ci-dessous présente les détails pour toute la période sous revue.

Figure 2: distribution des superficies emblavées par filière et département



33. Comme pour les supervisions précédentes le Haut Como et l'Okano présentent de faibles résultats.

34. S'agissant du matériel végétal,

- **Dans l'exécution du PTBA 2015 :** 1 137 500 boutures de manioc et 155 360 plants (109 715 vivopants et 45 645 rejets) de bananiers ont été livrés aux bénéficiaires des microprojets. Le Projet s'est approvisionné auprès des paysans semenciers. Les vivopants de bananiers sont issus des 10 germoirs mis en place en début 2015 et d'autres germoirs des paysans semenciers.

• **Dans l'exécution du PTBA 2016:** 751 500 boutures de manioc et 33 582 plants de bananiers ont été livrés aux bénéficiaires des microprojets pour la première campagne agricole 2016. S'agissant des boutures de manioc, le Projet s'est approvisionné auprès des paysans semenciers ayant été suivi par l'IITA d'après la convention de 2014 et auprès des paysans qu'il encadre et dont les champs de production de manioc ont été mis en place avec les cultivars locaux sélectionnés par l'IITA. S'agissant des vivopants, ils ont été acquis auprès des paysans semenciers encadrés par le PDAR.

35. La mission relève avec satisfaction que nombre de paysans semenciers que le PDAR a encadrés se sont appropriés l'activité de production du matériel végétal sont majoritairement devenus autonomes. Ils se procurent des revenus substantiels à partir des ventes de matériel végétal dans un environnement où la demande est en constante augmentation. C'est ainsi que plusieurs d'entre eux reçoivent également des commandes aussi bien des autres projets mis en œuvre dans la province que des particuliers qui investissent dans l'agriculture. Il est arrivé que le PDAR éprouve des difficultés à s'approvisionner. La mission a reçu plusieurs témoignages de satisfaction des producteurs semenciers dont les chiffres d'affaires ont déjà été relevés dans l'évaluation d'ensemble de la présente supervision. Malgré ces avancées, l'utilisation des semences sans traçabilité demeure un problème. *La mission recommande à l'UGP, en collaboration avec la Direction Régionale en charge de l'Agriculture de consolider l'embryon de réseau de semenciers ainsi crée à travers l'encadrement et la mise en place d'un système local de certification.*

36. La mission note que les réalisations du PDAR restent peu connues du fait d'une insuffisance de communication et de lisibilité de la part du Projet. A titre d'illustration, la mission n'a pas trouvé sur le terrain des panneaux signalant les actions du PDAR. De plus, le PDAR ne saisit pas toujours les occasions offertes pour présenter ses actions de manière suffisamment documentée.

37. A titre d'exemple, pour ce qui concerne les microprojets et les productions, l'application de suivi-évaluation comporte des informations sommaires et agrégées. En conséquence, la supervision de mars 2015 avait recommandé de mettre en place une base de données des microprojets. La mission constate qu'un effort remarquable a été fait pour construire ladite base de données : elle est sous le format EXCEL, mieux structurée et plus détaillée, mais elle est encore peu exploitable (ne permet pas de formuler des requêtes, d'exécuter des filtres, Tris, extractions d'informations, analyses de données, etc.) du fait que les fichiers sont encore éparses (il y a plusieurs fichiers de données) et présentent encore quelques anomalies : données sont (i) saisies de manière différente (dans une table, un champ est désigné "contact téléphonique" et la valeur est 06.29.60.74, dans une autre table, le même champ est plutôt "contact" et la valeur est Tel : 06.29.60.74) , ou (ii) manquantes (cellules vides), ou (iii) incohérentes (le nom d'un même village est parfois saisi différemment : par exemple : la Hollande et Lahollande ; le nom d'une OP est saisi différemment : ACAB et GP ACAB ou BanaAngang, BanaAnagang et BanaAnangang ...), ou (iv) de types différents dans le même champ (nom du président de l'OP et son contact téléphonique). *La mission recommande que la base de données soit finalisée en respectant les règles de l'art (nom saisi de façon unique, champ ne comportant qu'une donnée simple suivant le type défini, etc.).*

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
4. <i>Consolider l'embryon de réseau de semenciers crée à travers l'encadrement et la mise en place d'un système local de certification.</i>	DP+SPF+DR MEAPG	Août 2016 et continu
5. <i>Finaliser la base de données sur les microprojets de filières.</i>	SPF	Septembre 2016

Sous Composante A3 : Appui à la commercialisation et la compétitivité des filières-cibles.

38. Les précédentes missions de supervision avaient recommandé que toutes les activités de la sous composante soient inscrites dans le PTBA sous le financement du fonds additionnel. Toutefois, les visites de terrain ont permis à la mission de constater que certains problèmes liés à la commercialisation interpellent le PDAR. Il s'agit par exemple des cas où les producteurs n'ont aucun plan de commercialisation ou ont conclu des contrats verbaux sans aucune garantie, alors que leur production arrive à maturité. La mission recommande à l'UGP et à la Superviseure de Composante Promotion des Filières de :

- *Dresser un répertoire des acheteurs/commerçants potentiels sur les marchés d'Oyem et Libreville ;*
- *D'inventorier les champs à un certain stade de développement afin de faire des projections sur les périodes de récolte et d'envisager la facilitation pour établir des relations producteurs-commerçants qui déboucheraient sur des contrats de vente ;*
- *Rechercher les voies et moyens pouvant faciliter la circulation des informations sur les marchés (quantités disponibles, prix, lieux, ...) à travers certaines plateformes vers les mobiles et tablettes ou des réseaux d'échange d'informations ;*
- *Faciliter la création d'un cadre de concertation/rencontre entre les producteurs, les transformateurs et les commerçants.*

39. La mission constate, s'agissant du répertoire des commerçants et transformateurs, qu'un travail avait été entrepris en 2013 et 2014 sur les villes de Port Gentil, Libreville et Oyem, mais que celui-ci n'avait pas été valorisé. *La mission recommande que cette liste soit actualisée et complétée par celle des producteurs afin d'être valorisée.*

40. Infrastructures à réaliser sur les fonds additionnels. Le PTBA 2016 prévoit (1) la réalisation des travaux de réhabilitation de 86,10 km de pistes rurales par l'élimination des points critiques et l'ouverture de 20 km de pistes d'accès aux exploitations agricoles et (2) des travaux de construction de trois (03) centres d'affaires dans les villages Melo'o, Bolossoville et Mbomo ainsi que de neuf (09) centres de groupage dans les villages Ebomane, Akok, Obileville, Tchimizock, Bibasse, Bissock Centre, AssockBegue, Sam et Medouneu.

41. La mission a noté que les contrats avec les entreprises adjudicataires des marchés de pistes ont été signés et les avances de démarrage des travaux en cours de déblocage. Pour ce qui est des centres d'affaires et de groupage, les procédures d'adjudication sont en cours de finalisation.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
6. <i>Actualiser le répertoire des acheteurs/commerçants potentiels sur les marchés d'Oyem ; Libreville ; Port Gentil, etc. et le compléter avec la liste des producteurs et transformateurs.</i>	SPF+SRC	Août 2016
7. <i>Inventorier les champs ; faire des projections sur les récoltes et accompagner la mise en relation producteurs-commerçants.</i>	SPF	Septembre 2016
8. <i>Faciliter la circulation des informations sur les marchés.</i>	SPF+SRC	Août 2016 et continu
9. <i>Faciliter la création d'un cadre de concertation entre producteurs, transformateurs et commerçants.</i>	SPF+SRC	Octobre 2016

Composante B : Renforcement des capacités des acteurs

42. Le PTBA 2015 visait à (1) intensifier l'information et la sensibilisation des parties prenantes du projet sur les activités du projet; (2) former et renforcer les capacités opérationnelles des paysans relais et les membres des comités de gestion des OP afin qu'ils jouent pleinement leur rôle de concertation et d'animation de leurs organisations, en perspective à la gestion des infrastructures de transformation et de commercialisation ainsi que (3) renforcer les capacités des opérateurs d'appui conseils (TAC et agents du Ministère en charge de l'Agriculture). La mission a noté le taux de réalisation physique (61%) des activités de cette composante au titre du PTBA 2015. Ledit taux est de 61,64% pour la sous composante B1, renforcement des capacités des ruraux et de leurs groupements et 60% pour la sous composante B2 renforcement des capacités institutionnelles.

43. Quant au PTBA 2016, il prévoyait des activités d'information, de sensibilisation, de formation et de structuration des bénéficiaires en vue de garantir la prise en charge des infrastructures rurales et leur pérennisation. Le projet devait également poursuivre ses actions d'appui aux structures déconcentrées du Ministère en charge de l'Agriculture principalement à travers le Service Statistique Provincial. Le taux d'exécution physique des activités du PTBA 2016 pour cette composante au 30 juin 2016 est de 37% et se décline par sous-composante en 36,97% pour la sous composante B1,

renforcement des capacités des ruraux et de leurs groupements et 37,79% pour la sous composante B2 renforcement des capacités institutionnelles.

Sous Composante B1 : Renforcement des capacités des ruraux et de leurs groupements

44. La mission a noté dans l'exécution du PTBA 2015 que le PDAR a élaboré un bulletin d'information sur ses réalisations qui n'est pas diffusé; renouvelé le partenariat avec deux (02) radios locales (Radio Maria et Radio Nord Sud) sur les trois (03) ciblées qui intégraient Radio Neuf ; produit un documentaire sur les activités du projet et créé une page Facebook pour diffuser davantage des informations sur le projet. La mission a noté avec satisfaction qu'en application des recommandations de la dernière supervision, le projet a mobilisé une consultante en communication et gestion des savoirs. En matière de communication, il est ressorti de cette assistance ponctuelle que Radio Maria offre de meilleures prestations et des recommandations ont été faites pour mieux valoriser les conventions avec les radios locales.

45. Dans le cadre du développement des capacités, trois types de formation ont été réalisés : (1) la formation des formateurs en approche filière et gestion des microprojets pour 25 paysans relais (10 femmes et 15 hommes dont 5 jeunes) ; (2) la formation en animation et développement organisationnel pour 69 personnes (20 paysans relais, 14 TAC et 35 membres de comités de gestion des OP dont 17 femmes, 15 hommes incluant 8 jeunes) et (3) la formation en planification et gestion financière pour 31 membres de comités de gestion des OP (11 femmes et 20 hommes incluant 08 jeunes).

46. Pour ce qui est de l'appui à la structuration et à la formalisation des organisations de producteurs (OP), le projet a facilité en mars 2015 à Bitam une réunion de concertation avec les OP sur la structuration des OP/Coopératives en Unions. Au terme de l'année 2015, le projet a enregistré 18 OP accompagnées qui ont obtenu leurs agréments de société coopérative du Ministère en charge de l'Agriculture.

47. Les réalisations au titre du PTBA 2016 se présentent comme suit :

48. **Information et sensibilisation des producteurs.** Le PDAR a renouvelé son partenariat avec les 2 Radios locales Radio Maria et Radio Nord Sud qui diffusent des émissions radiophoniques sur les activités du projet. La mission a noté avec satisfaction qu'en droit des recommandations de la dernière supervision, la planification des émissions thématiques intègre les aspects de commercialisation (ventes groupées, informations sur les prix, etc.) et de gestion des exploitations/micro entreprises agricoles (enregistrement des entrées et sorties, sécurisation des fonds, investissements, etc.). Dans le cadre du thème de ce mois de juillet 2016, la mission a pu écouter des messages diffusés par le projet à travers la Radio Nord Sud notamment sur les appuis du PDAR à la formalisation des OP.

49. Les actions de sensibilisation sont étendues aux communautés bénéficiaires des infrastructures prévues sur le financement additionnel. Le PDAR a à ce titre bénéficié de l'appui d'un consultant international mobilisé par le FIDA pour l'élaboration de la stratégie de gestion durable des infrastructures communautaires prévues dans le cadre du financement additionnel. En décembre 2015, la première phase de cet appui a favorisé une meilleure sensibilisation des bénéficiaires sur les infrastructures prévues et les contributions attendues d'elles pour leur construction et leur gestion. La deuxième phase de l'appui en janvier 2016 a débouché sur le choix dans tous les sites du modèle de marché pré autogéré (mode de fonctionnement préparatoire à l'étape d'autogestion) ; une communication large sur la composition et les attributions des comités de gestion et des comités de suivi/contrôle des infrastructures ainsi que des modalités de cession des parcelles retenues pour l'implantation des 9 centres de groupe et 3 centres d'affaires.

50. **Développement des capacités.** Le PDAR a organisé en juin 2016 deux formations en développement organisationnel et animation des OP: (1) la formation de 20 paysans relais (15 hommes et 5 femmes ; incluant 6 jeunes) et (2) la formation de 19 membres de comités de gestion des OP (5 hommes et 14 femmes ; incluant 3 jeunes). En reconnaissant que la planification récurrente de ces formations chaque année par le projet participe de la volonté d'atteindre des cibles revues lors de la RMP, la mission a noté avec satisfaction que, conformément à la recommandation de la supervision de mars 2015, des efforts ont été entrepris par le projet pour une sélection plus judicieuse et équitable des bénéficiaires selon les zones d'intervention, le genre, les rôles et

responsabilités des participants au sein de l'organisation, le type d'OP (individuelle, familiale, coopérative, niveau de structuration, etc.) par filière.

51. La mission a noté que le PDAR, dans le cadre de la mise en place et du renforcement des capacités des Comités de Gestion des infrastructures, a organisé 26 réunions dans 12 villages devant abriter les neuf (09) centres de groupage et trois (03) centres d'affaires. Les rapports du projet font ressortir la participation de 719 personnes dont 212 femmes et 507 hommes. Ces réunions ont permis de sensibiliser davantage les populations sur l'importance des infrastructures à mettre en place ; leur implication effective dans leur réalisation ainsi que sur la composition et le cahier des charges des Comités de Gestion. Ces réunions ont également servi de cadre de règlement des litiges fonciers relatifs à l'implantation des centres de groupage et d'affaires dans les villages Obileville et Mbomo d'une part et ceux relatifs aux tracés des pistes de desserte agricole de Tho'oEyié et Elop d'autre part. Le second semestre de l'année pourra être mis à profit pour parachever les objectifs annuels de développement de capacités, à travers notamment la formation des comités en maintenance et gestion d'infrastructures communautaires.

52. Tel que recommandé par la dernière supervision en mars 2015, les TAC doivent davantage assurer le processus de transfert de savoirs, aptitudes et attitudes aux paysans bénéficiaires afin de favoriser la prise en main par eux de leurs fonctions stratégiques (recherche de débouchés commerciaux, partenaires financiers, etc.) et partant la durabilité des réalisations du projet. La mission a noté que les outils de gestion ne sont pas systématiquement utilisés par les producteurs bénéficiaires. *La mission réitère la recommandation que les TAC intègrent la prise en compte de l'application des acquis de leur formation en planification et gestion financière dans leurs activités de suivi sur le terrain.*

53. *La mission réitère également les recommandations faites à l'UGP de consulter, en collaboration avec la Direction Régionale du MAEAPG, les acteurs antérieurement formés par le PDAR sur l'opérationnalisation d'une formule de transfert gratuit ou à faible coût des connaissances déjà acquises. Cette démultiplication se ferait avec le concours des bénéficiaires récents au profit des producteurs en attente de renforcement de leurs capacités dans les mêmes domaines.*

54. Appui à la structuration et formalisation des OP. Sur 15 OP en cours d'accompagnement par le projet, huit (08) ont déjà obtenu des agréments de société coopérative. Cette réalisation pour le compte du PTBA 2016 porte à 48 le nombre total d'OP formalisées avec l'accompagnement du PDAR. Par ailleurs, la constitution des dossiers de deux Unions de Coopératives du Canton Bissock et de Medouneu est en cours de finalisation par les membres. Ces Unions de Coopératives porteront la gestion des deux (02) centres de groupage prévus dans ces villages. La principale difficulté rencontrée dans ce processus par le projet, est la centralisation de la délivrance des agréments au niveau du MAEAPG à Libreville.

55. La mission a noté que les prévisions en matière d'appui à l'émergence d'Unions de Coopératives ne pourront pas couvrir les besoins d'organisation autour des trois (03) centres d'affaires dans les villages Melo'o, Bolossoville et Mbomo ainsi que de sept (07) centres de groupage dans les villages Ebomane, Akok, Obileville, Tchimazock, Bibasse, AssockBegue et Sam. *La mission recommande d'accompagner la structuration des dix (10) Unions de Coopératives qui vont à terme porter la gestion de ces infrastructures.*

56. Visites et voyages d'échanges d'expérience. conformément à une recommandation de la supervision de mars 2015, le Superviseur de la Composante Renforcement des Capacités des Acteurs a effectué une visite d'échange d'expériences auprès du Projet PAFA au Sénégal. Cette visite lui a permis de mieux cerner les contours des activités de facilitation de la structuration des filières et des facteurs de durabilité des activités du projet.

57. La mission a également noté que le PDAR a facilité la participation en mars 2016 à Dakar au Sénégal, du producteur/entrepreneur agricole Edou Nzue Simplicie, Président de la Coopérative Agricole N'nem Mbo'o au Sommet sur l'Innovation de l'Entreprenariat et le Leadership des Jeunes impliqués dans le Secteur Agroalimentaire. L'objectif du sommet était de renforcer les capacités des jeunes à combattre la faim, à créer des emplois et à développer des communautés durables dans les 100 pays d'intervention de du Global Youth Initiative Network (GYIN).

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
10. Prendre en compte l'application des acquis de leur formation en planification et gestion financière dans leurs activités de suivi sur le terrain.	TAC	Juillet 2016 et continu
11. Consulter les acteurs antérieurement formés par le PDAR en vue d'un transfert à faible coût des connaissances.	SPF+SRC+DR MAEAPG	Août 2016 et continu
12. Accompagner la structuration des dix (10) Unions de Coopératives qui vont à terme porter la gestion de ces infrastructures.	SRC	Septembre 2016 et continu

Sous Composante B2 : Renforcement des capacités institutionnelles

58. 5 Chefs de Secteur Agricole et 1 Agent du MAEAPG ont participé en 2015 à la formation sur l'approche filière et la gestion des microprojets. En outre, 06 agents de la Cellule Statistique Provinciale ont bénéficié courant mars 2016 d'un recyclage en Techniques de Suivi des Marchés Agricoles et Elaboration du Bulletin Statistique. La mission note que ce travail de développement des capacités jette les bases de la mise en place d'un système d'information sur les marchés. Divers canaux (mass médias, whatsapp, etc.) peuvent être utilisés pour valoriser les informations collectées dans le cadre des activités d'appui à la commercialisation menées par la Composante A. L'efficacité du dispositif est donc intimement liée à la bonne coordination des activités des deux superviseurs des composantes techniques du PDAR.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
13. Assurer une bonne coordination des deux superviseurs des composantes techniques principalement en matière de gestion des informations sur les marchés.	DP+SPF+SRC+RSE	Juillet 2016 et continu

D. Performance de la mise en œuvre du projet

59. Gestion du projet : la mission a noté que l'équipe du PDAR bien que consciente des enjeux et défis à relever a souvent manqué de pro activité dans la prise de décision et la diligence dans la mise en œuvre de décisions stratégiques. Les réunions de coordination sont désormais mieux documentées. Cependant, des insuffisances demeurent en ce qui concerne le travail en équipe et le fonctionnement de la chaîne de supervision depuis le personnel cadre aux animateurs. . Tel que relevé par la supervision de mars 2015, cette situation affecte la gestion globale du projet car elle fait ressortir des insuffisances en matière de planification intégrée des activités du projet, ce qui ne permet pas de faire une lecture transversale des réalisations techniques et du traitement administratif, financier et comptable en appui.

60. La mission réitère la recommandation d'utiliser le tableau de bord pour le suivi de l'exécution technique, de l'exécution financière et de la trésorerie : tableau de suivi de l'exécution du PTBA, tableau de suivi des marchés, situation des engagements à solder, tableau de suivi de l'exécution des engagements, tableau récapitulatif de la performance, état de reconstitution du compte spécial, état de rapprochement bancaire.

61. Appuis institutionnels et gouvernance. La mission a noté que les réunions du Comité National de Pilotage et de Suivi (CNPS) se tiennent à une fréquence normale. Le PDAR bénéficie d'appuis importants de la part du CNPS, de la Direction Nationale des Projets FIDA au MAEAPG, de la Direction Régionale du MAEAPG pour le Woleu Ntem et l'Ogoué Ivindo ainsi que des Autorités Administratives et autres parties prenantes locales notamment à travers le CTAMF. La mission a particulièrement apprécié le rôle de premier plan joué par le CNPS pour la ratification de l'Accord de Financement Additionnel et la gestion de plusieurs questions stratégiques en faveur du PDAR. Bien plus, les missions de suivi du CNPS et de la DNP/FIDA complètent les actions de monitoring post-supervision conjointe du projet et s'inscrivent dans le cadre des efforts collectivement mis en œuvre pour l'atteinte des objectifs et résultats du PDAR auprès des bénéficiaires.

62. Suivi-évaluation. L'objectif visé par le PDAR dans le cadre du suivi-évaluation en 2015 était de favoriser une meilleure collecte, utilisation et interprétation des données relatives au suivi-évaluation en vue d'améliorer la perception de l'impact du projet. Pour ce faire, les activités programmées étaient : la formation spécifique du Responsable de Suivi-Evaluation sur la manipulation du logiciel SPSS.20 ; la mise en place des outils de collecte des données auprès des bénéficiaires ; la sensibilisation des bénéficiaires sur l'importance d'un système de suivi évaluation ; l'évaluation des réalisations du projet sur le terrain et la réalisation de l'Enquête SYGRI de 2^{ème} niveau.

63. La mission a noté que l'enquête SYGRI de 2^{ème} niveau et la mise en place des outils de collecte des données ont été réalisées. Le RSE a été renforcé dans le cadre de l'utilisation du logiciel statistique SPSS.20 à la Direction Générale de la Statistique à Libreville. L'évaluation des microprojets mis en œuvre au cours de la 1^{ère} campagne 2015 a été également réalisée. Le PDAR a été appuyé par un Consultant mobilisé par le FIDA pour réaliser une cartographie thématique présentant la localisation des interventions du projet sur l'ensemble de la province. La carte réalisée fait ressortir la densification des appuis du projet par filière et par département, permettant une meilleure visibilité des interventions du projet dans la province. Ladite carte a également été utilisée pour la localisation des zones devant abriter les infrastructures prévues dans le cadre des activités financées par les fonds additionnels.

64. Tel que noté lors de la supervision de mars 2015, certains effets et bénéfices du projet portant sur i) l'augmentation annuelle des productions agricoles, ii) la réduction des pertes post récoltes, iii) la réduction des coûts de transaction, ne sont pas bien ressortis des études antérieures. *Dans la perspective de l'achèvement du PDAR, la mission recommande au qu'une enquête spécifique d'évaluation des effets du projet soit organisée au plus tard au premier trimestre 2017.*

65. Application de suivi évaluation. Le renseignement de l'application se fait sur la base des informations fournies par les responsables de composantes. La transmission tardive des rapports et informations attendus du terrain retarde sa mise à jour. La mission a noté que le plan de passation de marchés du projet suivi à travers l'application est régulièrement mis à jour par le RSE. La mission a noté que l'application de suivi-évaluation est régulièrement utilisée par le RSE et le Superviseur de la Composante Renforcement des Capacités. La recommandation de l'utiliser lors des réunions de coordination n'a pas été suivie.

66. La mission a noté que l'application de suivi-évaluation ne fonctionne pas de manière optimale. Des dysfonctionnements ont été notés principalement dans les volets planification (chronogramme d'exécution des activités non fonctionnel); suivi technique (champ de suivi des tâches de certaines activités plus fonctionnel); édition de rapports (taux de réalisation physique des tâches inférieur au taux de réalisation physique des indicateurs) et répertoire (exploitations agricoles relatives aux microprojets 2014, 2015 et 2016 clairement saisies sur le listing mais pas représentées graphiquement). *La mission recommande au projet d'adresser au concepteur de l'application un mémoire technique présentant les dysfonctionnements et mettre en œuvre les mesures pour les corriger.* Ceci permettra de lever ces dysfonctionnement et rendre optimale l'utilisation de l'application dans la perspective de la capitalisation des expériences du PDAR.

67. La mission réitère le constat fait depuis la supervision de mars 2014 à savoir que la mise en œuvre du plan de communication requiert la disponibilité d'une expertise à temps plein. Cette expertise est plus importante dans la situation actuelle où le projet est en phase de démarrage des réalisations d'infrastructures importantes dans un contexte de capitalisation des expériences et effets. Cependant la mission a noté que des actions sont en cours en vue de la finalisation du bulletin d'information sur le projet et la diffusion du documentaire sur les résultats du projet sur les antennes de Gabon Télévision, Canal7 et Télé Africa. *La mission recommande au projet de recruter un journaliste ou tout autre spécialiste en communication pour une assistance permanente.*

68. Genre. Les filières visées par le PDAR sont celles qui impliquent principalement les femmes. Les données du projet indiquent que les activités de microprojets du PTBA 2016 ont bénéficié de manière directe à 495 personnes répartis en 208 hommes (42%) et 287 femmes (58%). Ces pourcentages font ressortir une bonne prise en compte du genre dans l'exécution des activités du PDAR

69. Gestion des savoirs. Le PDAR a introduit de bonnes pratiques avec un potentiel de transposition à plus grande échelle, notamment en ce qui concerne l'intensification de la production

agricole. Toutefois, la capitalisation des expériences du Projet et la gestion des connaissances en général restent faibles. Cette situation est due non seulement à la faible performance en suivi et évaluation, mais aussi au manque d'un véritable plan et d'un responsable de gestion des connaissances.

70. Suivant une recommandation de la dernière mission de supervision, une spécialiste en gestion des savoirs a visité le PDAR en avril 2015, ce qui a permis de porter quelques améliorations, notamment la création d'une page dédiée au PDAR sur Facebook et l'identification des thèmes prioritaires de communication. En matière de communication sur internet, le projet dispose d'un site web dont les informations ne sont pas actualisées. Les dernières mises à jour ont été effectuées par le Responsable de Suivi-Evaluation et le Superviseur de la Composante Renforcement des Capacités des Acteurs en 2015. Les autres sections traitant des transferts de compétences et des appels d'offres ont été respectivement mises à jour en 2011 et 2013. Le compte Facebook du projet est régulièrement utilisé comme moyen de communication sur les réalisations principalement par le Superviseur de la Composante Renforcement des Capacités des Acteurs. *La mission recommande au PDAR de mieux gérer la diffusion des informations sur les réalisations notamment par une actualisation régulière des informations diffusées sur le site internet et les réseaux sociaux.*

71. La visibilité du PDAR sur le terrain reste très faible, mais le projet est en train de formaliser des contrats pour la fabrication de panneaux signalétiques des plantations, germoirs, parcs à bois indiquant l'appui du projet et les variétés de manioc et de banane disponibles.

72. Un effort significatif doit être fait pour capitaliser les expériences. Dans ce contexte la Mission a partagé avec l'UGP la boîte à outils du FIDA au service de la communication (avec des idées et conseils pour la préparation des récits de terrain, l'utilisation du « storytelling », la production de cartes avec SIG, la photographie, etc.), les lignes directrices du FIDA pour la préparation du rapport d'achèvement et de bons exemples de rapports préparés par d'autres projets appuyés par le FIDA. Le Projet pourrait faire appel à des étudiants pour les appuyer dans les efforts de capitalisation. Un autre aspect très important est l'archivage électronique. Actuellement le RSE gère un répertoire qui contient les rapports les plus importants du Projet, comme les rapports de conception et de supervision. Il faudra alimenter ce répertoire avec des copies de tous les documents produits par le PDAR, y-inclus les rapports techniques et les produits de capitalisation/communication.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
14. Utiliser le tableau de bord pour le suivi de l'exécution technique, de l'exécution financière et de la trésorerie.	DP+RSE+SPF+SRC+RAF	Juillet 2016 et continu
15. Organiser une enquête spécifique d'évaluation des effets du PDAR.	DP+RSE	Février 2017
16. Adresser au concepteur de l'application SSE un mémoire technique présentant les dysfonctionnements et mettre en œuvre les mesures pour les corriger.	RSE+DP	Août 2016
17. Recruter un journaliste ou tout autre spécialiste en communication pour une assistance permanente.	DP	Août 2016
18. Mieux gérer la diffusion des informations sur les réalisations notamment par une actualisation régulière des informations diffusées sur le site internet et les réseaux sociaux.	DP+SRC+RSE+SPF	Juillet 2016 et continu
19. Améliorer l'archivage de la documentation sur le projet.	DP+RSE	Août 2016

E. Gestion fiduciaire

73. L'évaluation du système de gestion financière du projet vise à vérifier d'une manière générale sa conformité avec les exigences du FIDA en matière de risque fiduciaire et de performances financières et en particulier l'application correcte et continue des règles et principes de gestion convenus en vue d'une gestion efficace et efficiente des ressources financières et actifs du projet.

74. Structure organisationnelle. Dans le cadre de la réalisation des infrastructures rurales (centres de groupage et pistes), l'unité de gestion du projet a été renforcée par le recrutement d'un

spécialiste en infrastructures rurales. Le recrutement d'un spécialiste en passation des marchés initialement prévu n'a pas été effectué. Le RAF reste responsable de la passation des marchés au sein du projet.

75. Manuel des procédures de gestion. La mission relève que la révision du manuel des procédures administratives, financières et comptables, reste inachevée. Pour rappel, l'absence de procédures écrites à jour rend le contrôle interne difficile, non-transparent et aléatoire. Les orientations données par les dernières missions de supervision restent valables. Il s'agit notamment de (i) la ségrégation des tâches entre le RAF, le Comptable et l'Assistant administratif et comptable (ii) l'intégration dans l'organigramme du spécialiste en infrastructures rurales (iii) la description claire des procédures de gestion (administration – facturation – règlement – suivi) relatives aux marchés de travaux. (iv) les procédures d'archivages des dossiers de passation des marchés (v) les procédures comptables en vigueur dans le projet. La mission réitère la recommandation que la révision du manuel des procédures soit menée dans les meilleurs délais par le RAF. Un atelier de d'appropriation, avec l'ensemble du personnel y compris les TAC, devra être organisé immédiatement.

76. Gestion du personnel. La mission a fait une revue d'ensemble du système de gestion du personnel et fait les observations suivantes :

- (i) Au cours de la période sous revue, le projet a enregistré le recrutement d'un nouveau RAF, les démissions de 2 TAC et le décès d'un TAC. A date, l'effectif du personnel s'établit à 24 personnes.
- (ii) Le projet n'a pas encore reversé à l'administration fiscale les retenues à la source effectuées sur les salaires du personnel. Ces retenues se chiffrent à 55 millions au 31.12.2015.
- (iii) L'ensemble du personnel bénéficie d'une couverture assurance maladie. Toutefois, il est indiqué que le projet déclare à la compagnie d'assurance les mouvements du personnel notamment les sorties, afin de réajuster de la prime d'assurance.
- (iv) Le projet a mis en place, contrairement aux procédures en vigueur, un système de prêt au personnel par prélèvement sur les fonds du prêt additionnel. Les plans de remboursement attachés à ces prêts sont de nature à mettre certains employés bénéficiaires dans une précarité dans la mesure où les mensualités prélevées représentent plus des 2/3 de leur rémunération. Les avances sur salaires restent toujours valables dans les conditions prévues par les procédures du projet, *la mission recommande de proscrire, dorénavant, les prêts au personnel.*

77. Gestion des actifs. La mission note que les recommandations de la dernière mission n'ont pas été mises en œuvre. L'inventaire physique des stocks n'a pas été réalisé en fin d'exercice. Quant aux immobilisations, un inventaire physique a été effectué. Toutefois le rapport d'inventaire établi à cet effet ne permet pas de faire un rapprochement entre les immobilisations enregistrées en comptabilité et dans le registre des immobilisations avec les immobilisations effectivement inventoriées. En effet, le rapport d'inventaire présente les immobilisations selon leur lieu d'affectation et non selon leur nature. Par ailleurs certaines immobilisations ne sont pas encore codifiées ni marquées. *La mission recommande que le rapport d'inventaire soit repris en présentant les immobilisations par nature pour permettre un rapprochement avec les autres documents comptables et extra comptables.*

78. Procédures budgétaires. Le PTBA de l'exercice 2016 a été préparé et soumis à l'avis de non objection du FIDA en décembre 2015. Après plusieurs échanges entre le projet et le FIDA, le PTBA a été non objecté le 08 février 2016. Toutefois, afin de pouvoir correctement estimer la consommation des catégories et d'en faire le suivi nécessaire, il est recommandé d'intégrer dans le PTBA le tableau budgétaire par catégorie de dépenses.

79. Procédures de gestion comptable. La mission note avec satisfaction la mise en œuvre régulière de certaines procédures comptables notamment (i) le système de codification des pièces (ii) les arrêtés mensuels des caisses de menues dépenses (iii) les rapprochements bancaires mensuels. Par contre, certaines procédures méritent d'être renforcées pour faciliter des décisions de gestion efficaces et efficientes. Il s'agit principalement de (i) la tenue à jour de façon régulière de la comptabilité par la saisie régulière des pièces comptables, (ii) l'analyse mensuelle documentée des comptes du projet. *La mission réitère la recommandation d'effectuer l'analyse mensuelle documentée des comptes du projet.*

80. Système informatique de gestion comptable et financière. La comptabilité et le suivi des financements du projet sont effectués au moyen de la nouvelle version du logiciel TOMPRO mise en place en décembre 2015. Son paramétrage tient compte des formulaires exigés par le FIDA. Toutefois certaines difficultés de fonctionnement restent à corriger notamment en ce qui concerne la génération automatique des états financiers et les états de suivi pluriannuels. *La mission recommande au SAF de prendre contact avec le fournisseur du logiciel en vue de corriger les dysfonctionnements relevés.*

81. Procédures de gestion de la trésorerie. La mission note avec inquiétude l'absence de suivi et de prévision de trésorerie qui devrait découler d'une bonne planification technique des activités. L'absence d'une comptabilité régulièrement à jour et correctement analysée est aussi un facteur ne permettant l'élaboration des plans de trésorerie régulièrement à jour. Les travaux de génie civil et rural dans lesquels le projet s'est engagé nécessitent la disponibilité des ressources pour honorer les factures et décomptes des entreprises et ne pas freiner l'avancement des travaux. *La mission recommande au RAF de porter une attention particulière à l'élaboration de plans de trésorerie périodiques (généralement hebdomadaire) sur la base des engagements financiers et de la planification des activités.*

82. Reconstitution des comptes désignés. Les reconstitutions des comptes désignés du prêt n°722-GA et du fonds additionnel n°2000000441 au 31/05/2015 ont été effectuées par le projet et revus par la mission. Ces reconstitutions non rapprochées de la comptabilité de projet (comptabilité pas à jour et procédures d'enregistrement inadéquates) appellent les observations suivantes :

- a. L'avance autorisée du prêt initialement de FCFA 220 millions a été recouvrée à hauteur de 35% représentant FCFA 76,98 millions.
- b. Les dépenses éligibles au prêt pour lesquelles une DRF (DRF 40) est en préparation s'élèvent à FCFA 57 001 613.
- c. Le montant net des préfinancements des dépenses éligibles au prêt par les ressources du fonds additionnel se chiffre à FCFA 29 17 788.
- d. Les dépenses éligibles au fonds de contrepartie ont été préfinancées par les ressources du prêt à hauteur de FCFA 51 215 998 et par les ressources du fonds additionnel pour FCFA 38 021 229 soit au total FCFA 89 237 227.
- e. Les dépenses éligibles au fonds additionnel pour lesquelles une DRF est en cours de préparation s'élève à FCFA 77 514 231.
- f. Les avances au personnel à partir des ressources du fonds additionnel s'élèvent à FCFA 6 000 000.

83. Les reconstitutions font ressortir des préfinancements des dépenses éligibles aux fonds de contrepartie par les ressources du prêt et du fonds additionnel pour un montant global de FCFA 89 237 227. *La mission recommande que toutes les dispositions soient prises en vue du remboursement de ces avances dans les comptes appropriés dans les meilleurs délais.*

84. États Certifiés de Dépenses (ECD). La mission a procédé à l'analyse d'un échantillon de dépenses soumises sous ECD (formulaire 102) dans les DRF 36, 37 et 38. Les dépenses vérifiées sont généralement bien documentées et justifiées.

85. Mobilisation des ressources, réalisations et décaissements. En vue de mobiliser les ressources du fonds additionnel, un compte désigné a été ouvert à l'Union Gabonaise de Banque (UGB). Un montant de FCFA 500 millions (USD 816 817) a été versé sur le compte au titre de l'avance initiale. Au 30 juin 2016, les ressources mobilisées pour le financement du PDAR se présentent comme suit :

Source	Monnaie	Montant prévu (milliers)	Montant décaissé (milliers)	Taux d'exécution (%)
Prêt FIDA	DTS	3800	3 427	90,18
Don FIDA	DTS	190	182	95,84
Fonds Additionnel FIDA	DTS	4 250	762	17,84
Gouvernement	FCFA	1 634 700	1 551 561	94,91
Bénéficiaires	FCFA	203 800	486 556	238,74

86. A date, le PDAR a mobilisé 68,85% de l'ensemble des ressources du projet correspondant à USD 10,338 millions dont 90% du Prêt FIDA (USD 5,169 millions), 95% du Don FIDA (USD 275 927), 17% du fonds additionnel (USD 816 817), 94% des fonds de contrepartie (USD 3,103 millions) et 238% des contributions des bénéficiaires (USD 970 000).

87. Réalisations financières cumulées du PDAR. Le cumul des réalisations financières du PDAR, y compris les engagements en cours est évalué à FCFA 4,682 milliards (USD 8,122 millions) au 30 juin 2016, soit un taux global d'exécution financière de 61% par rapport à l'allocation initiale (Fonds additionnel compris) de FCFA 7,666 milliards. Au 28 février 2015, le taux d'exécution financière rapporté était de 96% non compris le fonds additionnel qu'i n'était pas encore mis en place. A date, la répartition par composante du cumul des réalisations financières par rapport à l'ensemble de l'allocation initiale est la suivante : Composante A : 51% - Composante B : 29% - Composante C : 155%

88. Réalisations financières des PTBA 2014 et 2015. A la fin de l'exercice 2015, le taux de réalisation du PTBA était de 72% tous financements confondus non compris le fonds additionnel. Au 30 juin 2016, le PTBA de l'année 2016 enregistre un taux de réalisation de 19% y compris les activités financées par le fonds additionnel.

89. La répartition par composante se présente comme suit :

Composante	PTBA 2015 (en%)	PTBA 2016 au30.06.2016 (%)
Composante A – Promotion des filières agricoles	73	16
Composante B – Renforcement des capacités des acteurs	51	17
Composante 3 – Coordination, suivi et évaluation	78	46
Global	72	19

90. Décaissement du prêt FIDA. Le PDAR a enregistré, au 30 juin 2016, un taux de décaissement réel du prêt FIDA de 90,18% correspondant à USD 5,168 millions. En tenant compte des DRF en cours de soumission, le taux de décaissement est évalué à 92%.

91. Décaissement du Don FIDA. Le don FIDA est mobilisé au début de chaque année pour le financement exclusif des activités de suivi-évaluation. Au 30 juin 2016, le don est décaissé à hauteur de 95,84% représentant USD 275 926.

92. Fonds additionnel. Mise en place en 2015 pour le financement des infrastructures rurales, le fonds additionnel est décaissé à hauteur de 17,93%. Ce taux est évalué à 31% en tenant compte des DRF et DPD en cours de soumission par le Projet.

93. Contributions des bénéficiaires. L'évaluation des contributions des bénéficiaires faites par l'UGP depuis le démarrage du PDAR s'établit à FCFA 468,555 millions (USD 973 000) soit 239% de l'engagement initial cumulé (y compris les contributions pour le financement de infrastructures rurales) de FCFA 203,8 millions (USD 405 000). Selon l'UGP ce dépassement s'explique par la prise en charge par les bénéficiaires de certaines opérations initialement financées par le projet

(entretien des parcelles, trouaison, coupe de piquets et piquetage...), modifiant de façon significative la proportion de la contribution des bénéficiaires dans la mise en œuvre des microprojets de production qui passe de 10 à 50% environ.

94. Fonds de contrepartie. Les fonds de contrepartie versés par l'Etat pour le financement du PDAR s'élèvent à FCFA 1,551 milliards soit 95% de la contribution initiale totale prévue(FCFA 1,634 milliards)y compris la contrepartie prévue pour le financement des activités éligibles au fonds additionnel. Dans le cadre de la prorogation du projet et de la mise en œuvre des activités éligibles au fonds additionnel. Sur FCFA 220 millions mandatés au titre de 2015, le PDAR a reçu FCFA 166 millions. Au titre de l'année 2016, le montant mandaté est de FCFA 88 millions pour une prévision budgétaire de FCFA 204 millions. Aucun montant n'a été encore versé au titre de l'exercice 2016.

95. Respect de l'accord de financement. Les dispositions de l'accord de financement et de la lettre à l'emprunteur sont généralement respectées à l'exception de la transmission au FIDA des rapports d'audit de l'exercice 2014 hors délais. En ce qui concerne l'audit des comptes de l'exercice 2015, les rapports ne sont pas encore transmis au FIDA. De plus, les fonds de contrepartie 2015 ont été versés à hauteur de 75% et ceux de 2016 n'ont pas encore été versés.

96. Passation des marchés et gestion des contrats. La mission a examiné les procédures de passation des marchés mises en œuvre par le projet pendant la période sous revue, les plans de passation des marchés (PPM), les outils de gestion des contrats et le système d'archivage des dossiers relatifs aux marchés.

97. La mission note que le processus de passation des marchés relatif à la réhabilitation des pistes rurales est globalement bien mené. En ce qui concerne le suivi, la mission relève que les PPM ne sont pas régulièrement mis à jour. Le PPM de 2015 reste daté de février 2015. Celui de 2016 date de janvier 2016. Quant au registre des contrats, il est incomplet et mérite d'être régulièrement mis à jour pour en faire réellement un outil de planification. *La mission recommande une fois encore de mettre à jour régulièrement les PPM, le registre des contrats et en général tous les outils de suivi des contrats et marchés.*

98. Le système d'archivage des dossiers de marché reste à améliorer. La procédure d'archivage proposée par la mission de suivi de décembre 2016 reste valable. Cette procédure devra être intégrée dans le manuel des procédures de gestion administrative, comptable et financière du projet.

99. Audit. L'audit des comptes 2014 du projet a été réalisé par le cabinet PricewaterhouseCoopers. L'auditeur a produit des rapports d'opinion sur les états financiers, sur les comptes désignés du prêt, du don et le compte de contrepartie, sur les états certifiés de dépenses. Il a en outre produit un rapport sur le contrôle interne.

100. Les états financiers du PDAR pour 2014 ont été certifiés sans réserve, avec des observations. Les principales observations sont relatives à (i) l'écart lié à l'annulation des amortissements, (ii) la non-conformité du schéma comptable des écritures de subventions, (iii) les impôts et taxes sur salaires non reversés, (iv) la discordance entre les dépenses totales enregistrées et le TER par composante.

101. Les principales faiblesses de contrôle interne relevées par l'auditeur dans son rapport de contrôle interne concernent (i) la gestion des immobilisations, (ii) les dettes d'impôts et taxes sur salaires non réglés, (iii) l'absence d'analyse périodique des comptes, (iv) la mise à jour irrégulière du PPM, (v) la mise à jour du manuel des procédures inachevée.

102. L'audit des comptes 2015 a été réalisé par le même cabinet. A date les rapports ne sont pas encore envoyés au projet.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
20. Réviser le manuel des procédures de gestion et organiser un atelier d'appropriation avec l'ensemble du personnel y compris les TAC.	DP+RAF	Immédiat
21. Proscrire les prêts au personnel.	RAF	Immédiat et continu
22. Reprendre le rapport d'inventaire physique des immobilisations en les présentant par nature.	RAF	Août 2016

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
23. Intégrer dans le PTBA un tableau budgétaire par catégorie de dépense.	DP+RAF	Novembre 2016
24. Effectuer l'analyse mensuelle documentée des comptes du projet.	RAF	Immédiat et continu.
25. Prendre contact avec le fournisseur du logiciel TOMPRO en vue de corriger les dysfonctionnements relevés.	RAF	Immédiat
26. Elaborer des plans de trésorerie périodiques sur la base des engagements financiers et de la planification des activités.	RAF+RSE	Immédiat et continu
27. Rembourser les avances sur dépenses prévues sous fonds de contrepartie dans les comptes appropriés du prêt et des fonds additionnels.	DP+DNP+CNPS	Immédiat
28. Mettre à jour régulièrement les PPM, le registre des contrats et en général tous les outils de suivi des contrats et marchés.	RAF+RSE	Immédiat et continu.

F. Durabilité

103. Le projet devra travailler davantage à consolider ses acquis en matière de production et diffusion du matériel végétal de qualité. L'implication effective des Services Régionaux du Ministère en Charge de l'Agriculture est primordiale comme facteur de renforcement de la durabilité des actions engagées dans le sens de la pérennisation d'un réseau de producteurs semenciers dans la Province du Woleu Ntem.

104. Le renforcement des capacités organisationnelles et de gestion des groupements de producteurs est primordial pour assurer la pérennité des investissements collectifs et la poursuite de l'accompagnement technique des producteurs. L'accent devra continuer à être mis sur le renforcement des capacités d'autofinancement des activités subséquentes par les bénéficiaires de projets porteurs.

105. Un autre point important de durabilité sera la gestion des infrastructures. Dans cette optique la mise en place et l'appui au fonctionnement des Unions de Coopératives et des Comités de Gestion doivent être effectués en intégrant une plus grande conscientisation des membres desdits Comités et des Coopératives sur le bien fondé de la maintenance de ces infrastructures.

G. Autres aspects

106. La mission attire l'attention du Gouvernement Gabonais sur le fait que la réalisation des activités du projet est tributaire du déblocage des fonds de contrepartie prévus en 2015 et 2016. Dans la situation actuelle, les préfinancements effectués par les fonds FIDA sur des activités devant être financées par les fonds de contrepartie s'élèvent à 89 237 227 FCFA. La mise à disposition des fonds de contrepartie attendus revêt donc un caractère urgent afin d'éviter que la mise en œuvre du projet soit davantage affectée.

H. Conclusion

107. Le PDAR a déjà produit des effets sur le plan de l'amélioration de la productivité agricole à travers l'introduction, auprès des paysans semenciers bien formés, de la technique de multiplication des rejets de bananiers produisant du matériel végétal de très bonne qualité. Il en est de même pour ce qui est des variétés améliorées de manioc.

108. La mission constate que le Projet compte à son actif plusieurs effets remarquables voire des prémices d'impact. Ainsi, la mission a pu noter que (i) l'esprit associatif progresse à partir de la cellule familiale, bien que les effectifs des membres soient parfois mal maîtrisés ; (ii) les producteurs peuvent s'autonomiser après qu'ils aient bénéficié d'au moins trois microprojets de préférence sur des campagnes agricoles consécutives ; (iii) les meilleures pratiques sont de plus en plus adoptées (semis en ligne, utilisation du matériel végétal de qualité, passage d'échelle en termes de superficies

emblavées pouvant aller jusqu'à 03-04 ha par ménage) ; et (iv) la pratique agricole est de plus en plus orientée vers les marchés.

109. Ces points positifs seront assurément renforcés par les infrastructures en cours de mise en place à savoir les pistes, centres de groupage et centres d'affaires.

Appendice 1: Résumé de l'état d'avancement du PDAR et notes attribuées

Faits essentiels

Pays	Gabon		No. du projet	1313 [1100001313]	No. du prêt/don DSF	1000002915, 1000002916
Projet	Projet de développement agricole et rural				Prêt/don DSF suppl.	2000000441
Date de mise à jour	02/08/2016					
Inst. responsable de la supervision	IFAD					
Nbre de Supervisions	10	Nbre de missions avancement de l'exécution/suivi	8			
Dernière Supervision	14/07/2016	Dernière mission avancement de l'exécution/suivi	28/01/2016			

					Million USD	% Taux de décaissement
Approbation	12/09/2007			Coût total	14.03	
Accord	26/10/2007	Délai d'entrée en vigueur	6.3	FIDA Total	6.00	
Entrée en vigueur	20/03/2008	Valeur PAR	-----	Prêt du FIDA	5.73	90
Premier décaissement	11/03/2009			Don DSF		
Examen à mi-parcours	22/05/2012	Dernier amendement	10/02/2015	Don FIDA	0.27	96
Achèvement initiale	31/03/2014	Dernier audit	10/08/2015	field_asap_grant	0.00	0
Achèvement	31/03/2017			Financement national total	2.43	
Clôture	30/09/2017			Beneficiaries	0.26	0
Nbre de prolongations	1			National Govern	2.18	0
				Cofinancement total externes	5.60	
				OFID	0.20	0
				Spanish Fund	5.40	18

Notes concernant l'exécution du projet

B.1 Aspects fiduciaires	Précédente	Actuelle	B.2 État d'avancement de l'exécution du projet	Précédente	Actuelle
1. Qualité de la gestion financière	3	3	1. Qualité de la gestion du projet	4	3
2. Acceptabilité du taux de décaissement	4	4	2. Exécution du S&E	4	3
3. Fonds de contrepartie	5	4	3. Cohérence entre le PTBA et l'exécution	4	4
4. Conformité à l'accord de financement	4	4	4. Prise en compte de l'équité hommes-femmes	4	4
5. Conformité aux règles de passation des marchés	3	3	5. Lutte contre la pauvreté	4	4
6. Qualité et ponctualité des audits	4	4	6. Efficacité du ciblage	3	3

7. Innovation et leçons apprises	4	4
8. Prise en climat et environnement	4	4

B.3 Produits et réalisations	Précédente	Actuelle	B.4 Durabilité	Précédente	Actuelle
1. Promotion filières agricole grand potentiel marché	4	4	1. Renforcement des institutions (organisations, etc.)	3	3
2. Renforcement des capacités des acteurs	3	3	2. Autonomisation	3	3
			3. Qualité de la participation des bénéficiaires	5	5
			4. Adaptabilité des prestataires de services	3	3
			5. Stratégie de désengagement (préparation et qualité)	3	3
			6. Possibilité répliation à plus grande échelle	4	4

B.5 Justification des notes

Les taux d'exécution physique sont de 68% en 2015 et 39% pour le premier semestre 2016. Le taux d'exécution financière est quant à lui de 72% en 2015 et 46% pour le premier semestre 2016. Le projet a mobilisé 90% du Prêt FIDA, 96% du Don FIDA, 17% des fonds additionnels, 94% des fonds de contrepartie, et 238% des contributions des bénéficiaires. En prenant en compte les engagements, le taux de réalisation sur les fonds additionnels est évalué à 31%. En matière de gestion financière, il est noté une amélioration de la gestion comptable du projet et des comptes rendus financiers et d'autre part la persistance d'insuffisances en matière de contrôle interne. Le comité de pilotage se tient régulièrement et effectue des missions de suivi auprès du projet ; différentes recommandations et orientations sont données au projet pour ses activités. Le projet enregistre des avancées notables en matière de production du matériel végétal de qualité dans les filières cibles. Les microprojets de production ont continué d'améliorer la contribution du projet à l'augmentation des productions agricoles. En prenant en compte l'équité de genre, le projet contribue à la valorisation du statut social des femmes. Dans le cadre des fonds additionnels, l'identification des sites et la sensibilisation des communautés ont été réalisées. La réhabilitation de 106 km de pistes est au stade installation des chantiers tandis que la construction de 12 centres de groupage est au stade évaluation des offres. La sélection des consultants pour la réalisation et le suivi/contrôle des travaux est en cours. La faible organisation des producteurs et des communautés pour la prise en charge d'un certain nombre de fonctions reste une limite qui a nécessité une mission d'appui du FIDA pour la préparation d'une stratégie de gestion durable des infrastructures.

Évaluation globale et profil de risque

	Précédente	Actuelle
C.1 Actifs physiques/financiers	3	3
C.2 Sécurité alimentaire	3	3
C.3 Qualité de l'amélioration des actifs naturels et la résilience climatique	4	4
C.4 Avancement globale de l'exécution (Sections B1 et B2)	4	4

Justification des notes sur l'avancement globale de l'exécution

Depuis 2014 la disponibilité et la qualité du matériel végétal est amélioré à travers les appuis du PDAR pour la mise en place d'un pool de producteurs de semences de qualité. En 2015, 160 960 plants de bananier et 1 137 500 boutures de manioc ont été livrés aux groupements de producteurs agricoles. En 2016, ces livraisons au titre de la première campagne agricole représentent 33 582 plants de bananiers et 751 500 boutures de manioc respectivement. En plus de ces livraisons aux OP du PDAR, les producteurs semenciers fournissent également du matériel végétal à des Coopératives du Programme GRAINE. Pendant la période sous revue, les 180 microprojets des groupements financés ont permis l'emblavement de 118 ha de banane et 188 ha de manioc. Le renforcement des capacités techniques et organisationnelles des OP s'est poursuivi : 48 OP ont été formalisées, 108 représentants d'OP formés en développement organisationnel, 31 en planification et gestion financière et 25 en approche filière. Le projet a en outre amorcé la formation du personnel d'encadrement du projet et les producteurs sur les techniques de transformation de manioc en gari, fufou et amidon. La construction de 12 centres de groupage dont 3 centres d'affaires et 9 centres de collecte et l'aménagement de 106 km de pistes renforcera les actions de commercialisation et partant d'augmentation de revenus. Cette progression en termes de réalisations augmente le potentiel de réalisation des objectifs de développement du projet. La formulation en cours d'une nouvelle opération s'appuie grandement sur les leçons apprises et les bonnes pratiques du PDAR, notamment sur i) le choix des filières porteuses, ii) le ciblage des populations bénéficiaires.

C.5 Probabilité de réalisation des objectifs de développement (section B 3 et B4)	4	4
---	---	---

Justification des notes sur les objectifs de développement

Depuis 2014 la disponibilité et la qualité du matériel végétal est amélioré à travers la création de créant 17 ha de champs semenciers de manioc, en distribuant 72 000 boutures de manioc pour leur ensemencement, mettant en place 24 germoirs et 7,5 ha de champs semenciers de banane. Par ailleurs, 462 autres hectares (172 ha de manioc et 290 ha de banane) ont été réalisés en 2015 par les groupements. Les prévisions 2016 sont de 185ha soit 160ha en manioc et 25ha en banane . Le projet a en outre amorcé la formation du personnel d'encadrement du projet et les producteurs sur les techniques de transformation de manioc en gari, fufou et amidon. Au titre des fonds additionnels, la construction de 12 centres de groupage dont 3 centres d'affaires et 9 centres de collecte est au stade de sélection des entreprises pour les travaux. Il en est de même des travaux

d'aménagement et de réhabilitation de près de 104 km de pistes. Cette progression en termes de réalisations augmente le potentiel de réalisation des objectifs de développement du projet. La formulation en cours d'une nouvelle opération s'appuie grandement sur les leçons apprises et les bonnes pratiques du PDAR, notamment sur i) le choix des filières porteuses, ii) le ciblage des populations bénéficiaires.

C.6 Risques Description succincte des principaux risques concernant chaque section ainsi que de leur impact sur la réalisation des objectifs de développement et la durabilité des résultats

Aspects fiduciaires	La faible planification de la trésorerie, et le retard dans le décaissement des fonds de contrepartie dans un contexte de baisse des revenus pétroliers restent les principaux risques.
Avancement de l'exécution du projet	Le projet a consolidé son leadership dans le domaine de la production du matériel végétal dans les filières manioc et banane. Les microprojets augmentent les superficies emblavées et partant la production. En attendant la réalisation des centres d'affaires, les microprojets restent limités au maillon production. Il y'a une nécessité de revoir la stratégie d'identification et de mise en œuvre des microprojets pour prendre en compte les fonctions transformation et commercialisation ainsi que les autres métiers le long des chaînes de valeur. L'organisation des acteurs et en particulier les producteurs et les Comités de Gestion des infrastructures est primordial.
Produits et réalisations	Les activités en cours concernent primordialement le fonds additionnel à travers la réalisation d'infrastructures de stockage, de transformation, et de pistes d'accès. Le risque y relatif concerne la capacité des entreprises à exécuter les marchés dans les délais contractuels. La mise en place d'un dispositif de contrôle est amorcée afin de mitiger ce risque.
Durabilité	La faible organisation des producteurs pour la prise en charge des fonctions d'approvisionnement en intrants, de commercialisation, de transformation ainsi que de gestion des équipements fournis par le projet, reste la limite majeure. Il est impérieux de renforcer la collaboration avec la Direction Régionale de l'Agriculture pour assurer le suivi et la continuité du programme semencier, des conseils aux producteurs, de la gestion des infrastructures communautaires et préparer ainsi la sortie du projet. Une stratégie de gestion durable des infrastructures a été préparée et permettra de réduire le risque de durabilité.

Suivi proposé

Question/problème	Mesure Recommandée	État de calendrier	État d'avancement
Mobilisation des ressources	-Assurer la mobilisation effective des fonds de contrepartie pour couvrir les activités du projet.	Mai 2016 et continu	
Gestion financière	- Réviser le manuel de procédures et faciliter son appropriation par l'ensemble du personnel - Systématiser la pratique de l'arrêté mensuel et documenté des comptes du projet. - Rembourser les avances sur dépenses prévues sous fonds de contrepartie dans les comptes appropriés du prêt et des fonds additionnels.	Immédiat	
Opérations	-Procéder à l'évaluation finale et à la clôture de la convention avec le CARBAP -Renforcer les actions d'appui à la commercialisation : répertoire de commerçants, facilitation des mises en relation et négociations entre producteurs et revendeurs, etc. - Veiller à ce que les TAC intègrent la prise en compte de l'application des acquis de leur formation en planification et gestion financière dans leurs activités de suivi sur le terrain. - Organiser une enquête spécifique d'évaluation des effets du PDAR	Immédiat	
		Février 2017	

Observations supplémentaires

Appendice 2: Cadre logique actualisé: état d'avancement par rapport aux objectifs, effets et produits

Résumé descriptif	Indicateurs objectivement vérifiables	Situation des indicateurs			Observations	Source d'information	Risques/hypothèses
1. Objectif global							
Réduire la pauvreté en milieu rural en facilitant l'accès équitable des pauvres ruraux aux filières agricoles bénéficiant de marchés porteurs	SYGRI indicateur niveau 3: Indice des biens des ménages Niveau des revenus et de sécurité alimentaire des groupes cibles (%)	Ménages dont l'indice d'accumulation des actifs a augmenté				– Enquêtes de suivi du DSCR – Étude d'impact à mi-parcours et fin de projet sur évolution des revenus et la sécurité alimentaire – Étude SYGRI (référence et finale)	Le Gouvernement s'engage à mettre en œuvre une stratégie intersectorielle de développement rural
		Enfants en insuffisance pondérale - Poids par âge	% filles	4.27%			
			% garçon	4.01%			
		Enfants chroniquement mal nourris - Taille par âge	% filles	28.7%			
			% garçon	25%			
		Enfants en malnutrition aigüe - Poids par taille	% filles	8.7%			
			% garçon	7.8%			
		Période de disette	0	0			
2. Objectifs spécifiques							
1. Filières porteuses accessibles aux plus pauvres sont développées dans la zone cible (manioc, banane plantain, arachide)	– 288 microprojets de production / commercialisation accompagnés : 103 en manioc ; 86 en banane et 99 en arachide ;	– 858Microprojets: (297, 91%) 365 en manioc (354 ,36%) ; 446 en banane (518,6%); 47 en arachide (47, 47%)				– Rapport de suivi-évaluation – Étude d'impact à mi-parcours et fin de projet – Enquêtes statistiques de suivi des marchés et productions agricoles	Les prix dans les filières ciblées sont rémunérateurs
	– 3600 producteurs appuyés dans les filières porteuses le long de la chaine de valeur dont 1290 en manioc ; 1080 en banane et 1230 en arachide.	– 4544 producteurs appuyés (123,75%) : 1483 en manioc (114,96%) ; 2813 en banane (260,46%) ; 248 en arachide (20 %)					
2. Environnement favorable au développement des filières cibles est créé	– 700 groupements familiaux organisés dans les microprojets des filières cibles du projet	– 687 groupements (98,14%)			Un réseau de 38 prestataires a été mis en place mais les ressources actuelles du projet ne permettent pas de les équiper	– Rapport de suivi-évaluation – Étude d'impact à mi-parcours et finale	Le Gouvernement mobilise les financements pour le programme de réalisation d'infrastructures rurales et commerciales
	– 3 plateformes de concertation/organisations faitières fonctionnelles	– Néant					
	– 10 prestataires services agricoles équipés et installés	– Néant					
	– 1 Système d'information sur les prix fonctionnel	– Néant					
Composante A: Promotion des filières agricoles ayant un grand potentiel de marché							
Résultat A.1 : Conditions pour améliorer production et	– 36 paysans semenciers formés/équipés pour la production de matériel végétal	– 74 paysans semenciers formés 37 manioc, banane 37			–	Rapport de suivi-évaluation	Les fonds sont mobilisés à temps

Résumé descriptif	Indicateurs objectivement vérifiables	Situation des indicateurs	Observations	Source d'information	Risques/hypothèses
compétitivité des produits des filières cibles sont en place	<ul style="list-style-type: none"> – Qté Matériel végétal amélioré produite et diffusée : 5,3 Millions boutures manioc ; – 0,6 million plants de bananiers et – 63,3 Tonnes arachide – 75% de taux de satisfaction besoins des groupements en matériel végétal (manioc et banane) 	<ul style="list-style-type: none"> – 5 681 000 boutures de manioc (107,18) – (60397+264090 vivo= 324 487 plants de bananiers (54,08%) – 4,71 Tonnes arachide (7,73%) – 75% 		<ul style="list-style-type: none"> – Étude d'impact à mi-parcours et finale – Évaluation participative du niveau de satisfaction des bénéficiaires 	
Résultat A.2 : Production commercialisée des 3 filières cibles ont augmenté au profit des populations visées par le projet	<ul style="list-style-type: none"> – Au moins 1500 ha mis en production dont : 880 ha de manioc, 620 ha de banane et 63,3 ha d'arachide 	<ul style="list-style-type: none"> – 1279,4ha dont 614,85 ha de manioc (69,86%) 911,82 ha de banane (147,06%) et 39 ha d'arachide (61%) 		<ul style="list-style-type: none"> – Rapport de suivi-évaluation – Étude impact à mi-parcours et finale – Enquête spécifique au niveau des exploitations (production, rendement, superficies, pertes) 	Les fonds sont mobilisés à temps
	<ul style="list-style-type: none"> – Augmentation de la production : manioc frais 9240 ; manioc transformé 4400 T, banane 11 200 T ; arachide 100 T 	<ul style="list-style-type: none"> – 5680,09 tonnes (61,48%), – Xxx manioc transformé – Banane 7586,24T (67,43%), – Arachide 28,5 T (28.13%) 			
	<ul style="list-style-type: none"> – Augmentation des rendements à l'hectare : Manioc de 10,6 à 20T/Ha ; Banane de 16 à 18T/Ha ; Arachide de 0,8 à 1,5 T/Ha 	<ul style="list-style-type: none"> – Manioc de 12.43 T/ha; – Banane de 9.25 T/Ha; – Arachide 0,73 T/Ha 	<p>Dans l'ensemble de la zone d'intervention du projet pour les villages encadrés et non encadrés sont de : Manioc de 0,22 T/ha à 3,67 T /Ha ; Banane de 0,3T/Ha à 6,95 T/Ha ; Arachide 0,18T/Ha à 0,73T/Ha</p> <p>Les microprojets de production encadrés par le PDAR avec le nouveau matériel végétal auront des rendements à l'hectare : Manioc de 25T/Ha ; Banane de 19T/Ha ; Arachide de 1,2 T/Ha</p>		
	<ul style="list-style-type: none"> – Réduction pertes post-récolte : Manioc de 20 à 10 % ; Banane de 30 à 5% ; Arachide de 10 à 5% 	<ul style="list-style-type: none"> – Manioc de 9,21 à 10,44 % ; Banane de 7,56 à 8,76% ; Arachide de 8,49 à 5,47% 	–		
	<ul style="list-style-type: none"> – Pourcentage commercialisé : 70% manioc ; 70% banane ; 60% arachide 	<ul style="list-style-type: none"> – 76,6% manioc ; 52,2% banane ; 22,55% arachide 			
Résultat A.3 : Conditions de commercialisation des produits des filières cibles sont améliorées	<ul style="list-style-type: none"> – 1 étude de marché réalisée documentant les conditions d'accès au marché. 	<ul style="list-style-type: none"> – 1 étude réalisée 		<ul style="list-style-type: none"> – Rapports de suivi-évaluation – Enquêtes spécifiques 	Les fonds sont mobilisés à temps
	<ul style="list-style-type: none"> – Mécanismes d'information des producteurs sur les prix opérationnel à travers les émissions hebdomadaires radio en langue locale 	<ul style="list-style-type: none"> – 1 formation réalisée reste à élaborer régulièrement un bulletin sur les prix (prévu PTBA 2016) 			
	<ul style="list-style-type: none"> – 33 centres groupages fonctionnels 	<ul style="list-style-type: none"> – A financer par Fonds Additionnels 			

Résumé descriptif	Indicateurs objectivement vérifiables	Situation des indicateurs	Observations	Source d'information	Risques/hypothèses
	– 800 producteurs formés en gestion commerciale	– Néant			
	– Au moins 25 ateliers départementaux de concertation des acteurs organisés	– Néant	2 cadres de concertation informelle dans le Woleu et le Ntem existent		
	– Au moins 240 accords commerciaux concrétisés	– Néant	Plusieurs accords commerciaux informels existent entre certains producteurs et commerçants		
Composante B: Renforcement des capacités des Acteurs					
Résultat B.1 : Capacités des organisations de producteurs sont renforcées	– 700 groupements producteurs engagés dans les microprojets de filières, gérant les fonctions techniques et économiques le long de la chaîne de valeur (au moins 50% femmes et 30% de jeunes)	– 687 groupements (98 ,14%)		– Rapports de suivi évaluation	Les fonds sont mobilisés à temps
	– 1400 paysans relais formés (2 par groupement dont 50% de femmes au moins)	– 1272 paysans relais formés dont 719 femmes et 553 hommes			
Résultat B.2 : Capacités des opérateurs privés et des micro-entreprises intervenant en aval et en amont des filières sont renforcées	– 60 opérateurs formés en gestion d'entreprises	– Néant		– Rapports de suivi évaluation	Les fonds sont mobilisés à temps
	– 10 prestataires services agricoles équipés et installés	– Néant	Un réseau de 38 prestataires a été mis en place mais les ressources actuelles du projet ne permettent pas de les équiper		
Résultat B.3 : Capacités des opérateurs d'appui conseil sont renforcées	– 1 Centre d'appui rural opérationnel dans la zone d'intervention	– Néant	La supervision de mars 2014 avait demandé de surseoir à la mise en place de cette structure mais a recommandé la formation des agents du service provincial de l'agriculture	– Rapports de suivi évaluation Rapports d'activités du Centre Rural – Enquêtes statistiques sur les prix et productions (référence, mi-parcours, final)	Les fonds sont mobilisés à temps
	– 15 techniciens d'animations et 15 responsables des services provinciaux/secteur privé formés en animation rurale/ encadrement des producteurs	– 15 techniciens d'animation, 53 responsables et agents des services provinciaux formés			
	– 5 Agents du service provincial des statistiques agricoles formés/équipés pour le suivi des productions et marchés	– 12 agents formés	Les agents du service provincial ont été formés ainsi que 3 chefs de secteur agricole nouvellement affectés		

Appendice 3: Récapitulatif des principales mesures à prendre dans les délais convenus

Sous composante A1 : Programmes régionaux d'appui à la production des filières

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
1. Procéder à l'évaluation finale et à la clôture immédiate de la convention avec le CARBAP	DP	Août 2016
2. Réaffecter le moulin d'Abam Andock à un autre groupement plus dynamique.	DP+SPF	Août 2016
3. Faciliter les échanges sur les expériences de transformation	SPF	Août 2016

Sous composante A2 : Appui aux groupements de producteurs (microprojets de filières)

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
4. Consolider l'embryon de réseau de semenciers crée à travers l'encadrement et la mise en place d'un système local de certification.	DP+SPF+DR MEAPG	Août 2016 et continu
5. Finaliser la base de données sur les microprojets de filières.	SPF	Septembre 2016

Sous Composante A3 : Appui à la commercialisation et la compétitivité des filières-cibles.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
6. Actualiser le répertoire des acheteurs/commerçants potentiels sur les marchés d'Oyem ; Libreville ; Port Gentil, etc. et le compléter avec la liste des producteurs et transformateurs.	SPF+SRC	Août 2016
7. Inventorier les champs ; faire des projections sur les récoltes et accompagner la mise en relation producteurs-commerçants.	SPF	Septembre 2016
8. Faciliter la circulation des informations sur les marchés.	SPF+SRC	Août 2016 et continu
9. Faciliter la création d'un cadre de concertation entre producteurs, transformateurs et commerçants.	SPF+SRC	Octobre 2016

Sous Composante B1 : Renforcement des capacités des ruraux et de leurs groupements

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
10. Prendre en compte l'application des acquis de leur formation en planification et gestion financière dans leurs activités de suivi sur le terrain.	TAC	Juillet 2016 et continu
11. Consulter les acteurs antérieurement formés par le PDAR en vue d'un transfert à faible coût des connaissances.	SPF+SRC+DR MAEAPG	Août 2016 et continu
12. Accompagner la structuration des dix (10) Unions de Coopératives qui vont à terme porter la gestion de ces infrastructures.	SRC	Septembre 2016 et continu

Sous Composante B2 : Renforcement des capacités institutionnelles

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
13. Assurer une bonne coordination des deux superviseurs des composantes techniques principalement en matière de gestion des informations sur les marchés.	DP+SPF+SRC+RSE	Juillet 2016 et continu

Performance de la mise en œuvre du projet

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
14. Utiliser le tableau de bord pour le suivi de l'exécution technique, de l'exécution financière et de la trésorerie.	DP+RSE+SPF+SRC+RAF	Juillet 2016 et continu
15. Organiser une enquête spécifique d'évaluation des effets du PDAR.	DP+RSE	Février 2017
16. Adresser au concepteur de l'application SSE un mémoire technique présentant les dysfonctionnements et mettre en œuvre les mesures pour les corriger.	RSE+DP	Août 2016
17. Recruter un journaliste ou tout autre spécialiste en communication pour une assistance permanente.	DP	Août 2016
18. Mieux gérer la diffusion des informations sur les réalisations notamment par une actualisation régulière des informations diffusées sur le site internet et les réseaux sociaux.	DP+SRC+RSE+SPF	Juillet 2016 et continu
19. Améliorer l'archivage de la documentation sur le projet.	DP+RSE	Août 2016

Gestion fiduciaire

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
20. Réviser le manuel des procédures de gestion et organiser un atelier d'appropriation avec l'ensemble du personnel y compris les TAC.	DP+RAF	Immédiat
21. Proscrire les prêts au personnel.	RAF	Immédiat et continu
22. Reprendre le rapport d'inventaire physique des immobilisations en les présentant par nature.	RAF	Août 2016
23. Intégrer dans le PTBA un tableau budgétaire par catégorie de dépense.	DP+RAF	Novembre 2016
24. Effectuer l'analyse mensuelle documentée des comptes du projet.	RAF	Immédiat et continu.
25. Prendre contact avec le fournisseur du logiciel TOMPRO en vue de corriger les dysfonctionnements relevés.	RAF	Immédiat
26. Elaborer des plans de trésorerie périodiques sur la base des engagements financiers et de la planification des activités.	RAF+RSE	Immédiat
27. Rembourser les avances sur dépenses prévues sous fonds de contrepartie dans les comptes appropriés du prêt et des fonds additionnels.	DP+DNP+CNPS	Immédiat
28. Mettre à jour régulièrement les PPM, le registre des contrats et en général tous les outils de suivi des contrats et marchés.	RAF+RSE	Immédiat et continu.

Appendice 3 bis : Etat de mise en œuvre des recommandations des missions de supervision et de suivi de mars et novembre 2015.

N°	Recommandations	Délais	Responsable	Etat d'avancement	
Promotion des filières					
1.	<i>Impliquer effectivement le personnel de la Direction Régionale du MAEPSA incluant les Chefs de Secteurs, en vue de la pérennisation des acquis du PDAR, en collaboration avec les TAC, dans l'appui au programme semencier.</i>	DP + SPFA+SRCA	Immédiat	<u>Recommandation exécutée</u> Bonne collaboration entre le PDAR et les services techniques du MAEPAG sur le terrain.	
2.	<i>Appuyer les paysans semenciers dans la matérialisation et la délimitation de chaque traitement à l'aide de panneaux sur lesquels sont inscrits les noms des variétés.</i>	TAC	Immédiat	<u>Recommandation exécutée</u> Tous les champs semenciers mis en place ont bénéficié de tableaux indiquant clairement les noms des variétés	
3.	<i>Saisir l'IIITA pour l'approvisionnement des paysans semenciers en boutures de remplacement.</i>	SPFA	Immédiat	<u>Recommandation non exécutée</u>	
4.	<i>Amener les paysans semenciers à nettoyer les abords des champs et à mettre en place des pièges autour des champs semenciers.</i>	TAC	Immédiat	<u>Recommandation partiellement exécutée</u> Certains paysans ont commencé à mettre un dispositif de protection de leurs champs à travers la mise en place de cultures répulsives comme l'ananas.	
5.	<i>Relancer le CARBAP afin de s'assurer que le rendez-vous pour la fourniture des 13 000 vivo-plants sera tenu et prendre d'ores et déjà toutes les dispositions nécessaires pour la livraison à la frontière Cameroun - Gabon.</i>	SPFA	Immédiat	<u>Recommandation partiellement exécutée</u> 10 500 plantules reçues du CARBAP courant août 2015 sur les 13 000 prévues. seulement environ 3000 ont été repris et le projet s'est retourné vers les paysans semenciers locaux pour compenser la quantité nécessaire pour l'aménagement des 7,5 Ha des champs semenciers.	
6.	<i>Densifier la production du matériel végétal dans les provinces où elle est encore faible.</i>	SPFA	Septembre 2015	<u>Recommandation exécutée</u> Mise en place de 2 germoirs à la Hollande et à Medouneu village dans les départements de l'Okano et du Haut-Como	
7.	<i>Sensibiliser les groupements bénéficiaires des biens communautaires sur leur gestion en partenariat avec la Direction régionale du Ministère en charge de l'agriculture.</i>	DP +SPFA	Immédiat	<u>Recommandation exécutée</u> 26 réunions de sensibilisation et de formation sur 36 prévues ont été organisées et ont vu la participation de 719 personnes dont 212 femmes et 507 hommes	
8.	<i>Faciliter l'installation du moulin d'Abam Andock</i>	DP +SPFA	Immédiat	<u>Recommandation exécutée</u> Le moulin a été installé et le local amélioré	

N°	Recommandations	Délais	Responsable	Etat d'avancement
9.	Retravailler la base de données sur les microprojet sur un format Excel qui comportera au moins les champs (colonnes) suivants : numéro d'ordre (séquentiel et non répétitif), année, date d'approbation du microprojet, type d'appui (production, transformation, ...), nature de l'appui (aménagement, matériel végétal, ...), filière, superficie, nom du groupement (en évitant les doublons, au besoin ajouter un indice aux homonymes qui existent déjà), date de création du groupement, nom du village, nom du canton, nom du département, nom du président, contact téléphonique du président, nombre de membres, nombre d'hommes, nombre de femmes, nombre de jeunes.	SPFA	Juin 2015	<u>Recommandation partiellement exécutée</u> La base de données retravaillée doit être améliorée.
10.	Octroyer les appuis en 2015 uniquement à de nouvelles organisations, et ce après un diagnostic, une monographie et l'établissement d'un profil du microprojet.	CTAMF	Juillet 2015	<u>Recommandation partiellement exécutée</u> 44 (38,93%) nouveaux groupements ont bénéficié des appuis du projet sur les 113 appuyés en 2015
11.	Engager les TAC sur des résultats précis en termes de nombre groupements accompagnés et de superficies des parcelles de production mises en place mais aussi en termes de qualité de l'encadrement (à travers la promotion des paquets techniques et technologiques adaptés) pour mieux valoriser les investissements.	SPFA	Immédiat	<u>Recommandation non exécutée</u> filière manioc 13,33 ha/TAC réalisation 7,58ha/TAC
Renforcement des capacités				
12.	Intégrer dans les émissions thématiques les aspects de commercialisation (ventes groupées, informations sur les prix, etc.) et de gestion des exploitations/micro entreprises agricoles (enregistrement des entrées et sorties, sécurisation des fonds, investissements, etc.).	SRCA	Immédiat et continu	<u>Recommandation exécutée</u> Les thématiques de commercialisation sont abordées dans les émissions organisées avec Radio Maria
13.	Communiquer le programme de chaque radio aux TAC de sa zone de couverture pour l'information des producteurs et leur incitation à y contribuer et favoriser une meilleure visibilité de leurs activités.	SRCA	Immédiat et continu	<u>Recommandation exécutée</u> Programmes radios communiqués aux TAC et ventilés aux producteurs
14.	Poursuivre et finaliser le recrutement d'un spécialiste en gestion des connaissances/communication	Directeur du Projet (DP)	Juin 2015	<u>Recommandation exécutée</u> Le recrutement a été réalisé, un profil Facebook du projet a été créé et le site web reprend progressivement en attendant le recrutement d'un animateur qui sera pris en charge par les fonds de contrepartie en attente de mobilisation.

N°	Recommandations	Délais	Responsable	Etat d'avancement	
15.	Mieux organiser les actions futures de formation pour permettre une sélection plus judicieuse et équitable des bénéficiaires selon les zones d'intervention, le genre, les rôles et responsabilités des participants au sein de l'organisation, le type d'OP (individuelle, familiale, coopérative, niveau de structuration, etc.) par filière.	SRCA	Immédiat et continu	<u>Recommandation exécutée</u> Des fiches ont été élaborées et distribuées aux TAC. Et un communiqué radio a été diffusé en invitant les différents bénéficiaires à se faire connaître auprès des TAC ou à se rendre au projet	
16.	Consulter, en collaboration avec la Direction Régionale du MAEPSA, les acteurs antérieurement formés grâce au PDAR sur l'opérationnalisation d'une formule de transfert gratuit ou à faible coût des connaissances déjà acquises.	SRCA	Juin 2015	<u>Recommandation partiellement exécutée</u> Répertoire des personnes formées constitué mais pas encore d'avancée sur le transfert des connaissances.	
17.	Intégrer la prise en compte de l'application des acquis de la formation en planification et gestion financière dans leurs activités de suivi sur le terrain	TAC	Immédiat et continu	<u>Recommandation partiellement exécutée</u>	
18.	Remplacer les équipements de sécurité des 15 TAC.	DP	Juin 2015	<u>Recommandation non exécutée</u>	
19.	S'appuyer sur les exigences de gestion des microprojets pour organiser des actions collectives favorisant la mobilisation de tous les membres des groupements.	DP+ SRCA+SPFA	Immédiat	<u>Recommandation exécutée</u> Une sensibilisation a été organisée pour impliquer d'avantage les membres de groupement dans la gestion de leurs OP	
20.	Maintenir les contributions actuellement plafonnées par le PDAR pour tous les anciens bénéficiaires de microprojets.	DP+ SRCA+SPFA	Immédiat et continu	<u>Recommandation exécutée</u> 30% des prestations assurées par l'UGP au profit des anciens groupements	
21.	Relever, sur la base du rapport diagnostic spécifique, à un niveau acceptable ces montants pour les travaux de défrichement, abattage et tronçonnage dans le cas d'une nouvelle OP bénéficiaire qui fait face à ces travaux dans une forêt primaire.	DP+ SRCA+SPFA	Immédiat et continu	<u>Recommandation exécutée</u> 70% des prestations assurées par l'UGP au profit des nouveaux groupements. Et les prestations des travaux dans les forêts primaires ont été revalorisées	
22.	Continuer à explorer les possibilités existantes ou qui pourraient se présenter jusqu'à l'achèvement du projet en matière de présence d'organismes d'accompagnement du développement agricole et rural dans la zone du projet.	DP	Immédiat et continu	<u>Recommandation partiellement exécutée</u> L'exploration des possibilités existante se poursuit avec les différents organismes (FNAS, etc.)	
23.	Faire une cartographie des personnes ressources internes au projet en matière de renforcement de capacités pour avoir une perception exacte de leurs concentrations par département, zone, village, groupement, individu formé avec le soutien du PDAR.	DP+ SRCA+SPFA+RSE	Juillet 2015 et continu	<u>Recommandation exécutée</u> Un document a été élaboré et tient compte de la dimension départementale, zonale et de villages des personnes formées	

N°	Recommandations	Délais	Responsable	Etat d'avancement	
24.	Examiner les possibilités d'une formation du responsable de la composante renforcement des capacités par exemple auprès d'un de ses pairs d'un projet FIDA évoluant dans un contexte de mouvement coopératif dynamique en milieu rural africain.	DP	Septembre 2015.	<u>Recommandation exécutée</u> Un voyage d'échange a été organisé au profit du SRCAA au Projet d'Appui aux Filières Agricoles (PAFA) au Sénégal. Ce voyage lui a permis de renforcer ses capacités sur la structuration des filières, la commercialisation et les aspects de durabilité d'un projet.	
Gestion du projet					
25.	Tenir des réunions de direction hebdomadaires avec les cadres, des réunions de coordination mensuelles avec les cadres et le personnel d'appui au sein de l'UGP et enfin des réunions de coordination trimestrielle élargies aux TAC.	DP	Immédiat et continu	<u>Recommandation exécutée</u> Les réunions hebdomadaires se tiennent régulièrement et sont sanctionnées de procès verbaux.	
26.	Utiliser le tableau de bord pour le suivi de l'exécution technique, de l'exécution financière et de la trésorerie.	DP	Immédiat et continu	<u>Recommandation non exécutée</u>	
27.	Mieux présenter dans le cadre de l'enquête sur l'évolution des données de référence les informations sur : <ul style="list-style-type: none"> • l'augmentation annuelle des productions agricoles, • la réduction des pertes post récoltes, • la réduction des coûts de transaction, et • une meilleure insertion des femmes, des jeunes et autres populations vulnérables ne sont pas ressorties et les mettre comme additif au rapport de l'étude afin de mieux percevoir les effets du projet. 	RSE	Immédiat	<u>Recommandation exécutée</u> La révision du rapport par l'expert de la Direction Générale de la statistique avait pris en compte cette recommandation	
28.	Examiner la possibilité de faire une publication scientifique à partir des résultats de l'enquête sur l'évolution des données de référence et de la production agricole.	DP+RSE+Direction Générale de la Statistique+SPFA+SRCA	Immédiat	<u>Recommandation non exécutée</u> Les résultats n'ont pas fait l'objet de publication scientifique, toutefois, ils ont été partagés au sein des différents départements techniques.	
29.	Veiller à travers les responsables de composantes et le RSE à amener chaque groupement à acquérir grâce à ses propres ressources un registre qui rassemblera les informations pertinentes sur son identification et la conduite de ses activités.	SPFA+SRCA+RSE	Juin 2015	<u>Recommandation exécutée</u> Les groupements disposent de registres, cependant ils ne sont pas systématiquement renseignés	
30.	Harmoniser les registres afin qu'ils renseignent toutes les composantes en fonction de leurs centres d'intérêts.	SPFA+SRCA+RSE	Juin 2015	<u>Recommandation partiellement exécutée</u>	
31.	Utiliser effectivement de l'application de SSE comme outil de planification et de suivi de l'exécution des activités lors des réunions de coordination, et par tous responsables du projet pour leurs activités.	DP+RAF+SPFA+SRCA+RSE	Immédiat et continu	<u>Recommandation partiellement exécutée</u> Seul le SRC utilise l'application	

N°	Recommandations	Délais	Responsable	Etat d'avancement
32.	Mettre en place une stratégie de visibilité des appuis du projet sur le terrain, notamment par des panneaux signalétiques des plantations, germoirs, parcs à bois indiquant les variétés de manioc et de banane disponibles.	SPFA	Immédiat et continu	<u>Recommandation non exécutée</u> Le processus de mise en place de la stratégie de visibilité a été lancé, l'UGP dispose de pro forma pour la fabrication des panneaux et les textes ont été élaborés
33.	En attendant le recrutement d'un spécialiste en gestion des connaissances/communication, fournir une assistance ponctuelle qui appuiera spécialement le responsable de la composante Renforcement des Capacités et le RSE, également sur la gestion du site web (astuce pour rédaction des brèves, articles, prise de photo...), la confection des supports de communication tels les plaques signalétiques des microprojets, etc.	SRCA+RSE+Consultant	Avril 2015	<u>Recommandation exécutée</u> Le recrutement a été réalisé, un profil Facebook du projet a été créé et le site web reprend progressivement en attendant le recrutement d'un animateur qui sera pris en charge par les fonds de contrepartie en attente de mobilisation.
Gestion fiduciaire				
34.	Mener la révision du manuel des procédures avec le concours du consultant en gestion financière actuellement en appui au SAF du PDAR.	RAF	Avril 2015	<u>Recommandation partiellement exécutée</u> La révision du manuel n'est pas encore achevée. Toutefois, il sera utile d'intégrer dans le manuel la procédure d'archivage des dossiers de passation des marchés proposée par la mission de suivi fiduciaire.
35.	Organiser un atelier de d'appropriation du manuel des procédures avec l'ensemble du personnel y compris les TAC.	DP+RAF	Mai 2015	<u>Recommandation non exécutée</u> L'atelier n'a pas été organisé
36.	Surseoir immédiatement au paiement du supplément de salaire jusqu'à ce que les modalités pratiques soient définies et convenues entre les autorités gabonaises et le FIDA.	RAF	Immédiat	<u>Recommandation exécutée</u> La direction du Projet a effectivement sursoit à l'augmentation des salaires. Les nouvelles modalités concernant l'augmentation des salaires ont été approuvées par le Ministre de l'Agriculture.
37.	Harmoniser les méthodes de comptabilisation, établir les procès-verbaux de transfert de matériels aux services publics et mettre à jour les carnets de bord des véhicules.	RAF	Immédiat et continu	<u>Recommandation partiellement exécutée</u> Carnets de bord de véhicules à jour.
38.	Réviser le PTBA 2015 et intégrer le tableau budgétaire par catégorie de dépenses.	RAF	30/04/2015	<u>Recommandation exécutée</u> Le PTBA révisé prend désormais en compte le tableau budgétaire par catégorie de dépense
39.	Mener une révision générale et documentée de la comptabilité du projet avec l'appui du consultant en gestion financière avant la transmission des états financiers de l'exercice 2014 au FIDA.	RAF+Comptable	Immédiat et continu	<u>Recommandation exécutée</u>
40.	Systématiser la pratique de l'arrêté mensuel et documenté des comptes du projet.	RAF+Comptable	Immédiat et continu	<u>Recommandation non exécutée</u> L'arrêté mensuel n'est pas effectué.

N°	Recommandations	Délais	Responsable	Etat d'avancement	
41.	Adresser au FIDA une requête incluant une note technique sur les améliorations et les nouvelles fonctionnalités qu'offre la nouvelle version du logiciel ainsi que les avantages que le projet pourrait avoir en terme d'efficacité dans le traitement des opérations comptables et financières.	DP+RAF	Immédiat	<u>Recommandation exécutée</u> La comptabilité du PDAR est désormais tenue au moyen de la nouvelle version du logiciel TOMPRO depuis décembre 2015. L'ensemble du personnel a bénéficié d'une formation à la prise en main du logiciel.	
42.	Soumettre au FIDA une requête afin de relever le niveau du compte spécial actuellement de FCFA 220 millions. Le niveau de l'augmentation sera déterminé par un plan de trésorerie élaboré sur un an à partir des données financières du PTBA 2015.	DP+RAF	Immédiat	<u>Recommandation caduque</u>	
43.	Faire appliquer les procédures en vigueur en matière d'achat, de contractualisation et de paiement des dépenses	DP+RAF	Immédiat	<u>Recommandation exécutée</u>	
44.	Mobiliser les fonds par le Gouvernement Gabonais afin de ne pas compromettre le bon déroulement des activités du projet pour le temps de mise en œuvre restant.	CNPS+DNP+DP	Immédiat	<u>Recommandation partiellement exécutée</u> Sur FCFA 400 millions prévus, FCFA 200 millions ont été mandatés et 166 millions effectivement versés au Projet. Pour le compte de l'exercice 2015 le projet a reçu un décaissement de 100 millions de francs, puis 46 644 095 au cours du 1 ^{er} semestre 2016	
45.	Recourir à des compétences adéquates selon la nature des offres à évaluer.	DP+RAF	Immédiat	<u>Recommandation exécutée</u> Le projet fait intervenir désormais des personnes ressources dans le cadre de l'évaluation des offres.	
46.	Procéder à une consultation restreinte des trois autres Cabinets soumissionnaires pour l'audit des comptes 2014.	DP+RAF	Immédiat	<u>Recommandation exécutée</u> L'auditeur a été recruté et la mission réalisée	
47.	Faire une situation de la mise en œuvre des recommandations d'audit avant la prochaine mission d'audit et adresser les anomalies encore persistantes.	RAF	Immédiat	<u>Recommandation exécutée</u>	

Appendice 4: État d'avancement matériel par rapport au PTBA 2015 (y compris indicateurs SYGRI)

Composante	Sous composante	Indicateurs	Unité	Fin de la période 2015			Cumulatif		
				PTBA	Réalisé	% de PTBA	Objectifs RPE/DCP	Réalisé	% RPE/DCP
Nombre de Bénéficiaires		Personnes ayant bénéficié des services du projet	femme	2 000	1619	81%	16 800	13666	122%
			Homme	2 200	1827	83%	11 200	12145	72%
			Nombre	4 200	3446	82%	28 000	25811	92%
		Groupes ayant bénéficié des services du projet	Nombre	120	113	94%	240	555	231%
		Ménages ayant bénéficié des services du projet	Nombre	132	699	522%		5423	
Composante 1: Promotion des filières agricoles ayant un grand potentiel de marché	SC 1.1: Programmes régionaux d'appui à la production	Personnes ayant accès aux services de conseil mis en place.	Nombre	248	334	135%		4336	#DIV/0!
			Homme	106	158	149%		158	#DIV/0!
			femme	142	176	124%		176	#DIV/0!
		Personnes formées aux méthodes et techniques de production agricole	Homme	130	101	78%	200	367	184%
			Femme	208	164	79%	280	499	178%
			Nombre	338	265	78%	480	866	180%
		Groupes communautaires créés/consolidés	Nombre	70	44	63%	240	349	145%
			Homme	210	88	42%		795	
			femme	140	132	94%		1100	
		SC 1.2: Appui aux groupements de producteurs	Nombre	2	2	100%!	30	2	6,66%

	SC 1.3: Appui à la commercialisation et à la compétitivité des filières	Routes construites/remises en état	KM	0	0	#DIV/0!	102	0	
		Installations de stockage aménagées/remises en état	Nombre	0	0	#DIV/0!		0	#DIV/0!
		Personnes formées dans les domaines de la post-production, de la transformation et de la commercialisation	Homme	15	15	100%	200	57	29%
			femme	16	0	0%	288	77	27%
			Nombre	26	0	0	488	0	0
		Personnes formées en gestion de l'infrastructure	Homme	0	0	#DIV/0!	26	0	0%
			femme	0	0	#DIV/0!	40	0	0%
			Nombre	0	0	#DIV/0!	66	0	0
		Groupes de gestion de l'infrastructure créés/consolidé	Nombre	0	0	#DIV/0!	33	0	0%
		Groupes de commercialisation formés/consolidés				#DIV/0!		0	#DIV/0!
Composante 2: Renforcement des capacités des différents acteurs	SC 2.1: Renforcement des ruraux et de leurs organisations								
	SC 2.2: Renforcement des capacités institutionnelles	Représentants du gouvernement et fonctionnaires formés	Nombre	6	6	100%	7	65	929%
			Homme	4	5	125%			
			femme	2	1	50%			

Niveau de réalisation indicateur 2^e niveau SYGRI

Composantes	Sous-composante	Résultat	Barème	
Composante 1 : Promotion des filières agricoles ayant un grand potentiel de marché :	SC 1 : Programmes régionaux d'appui à la production	Efficacité: amélioration de la production agricole, animale et halieutique	4	
	SC 2 : Appui aux groupements de producteurs			
	SC 1.3 : Appui à la commercialisation et à la compétitivité des filières	Durabilité probable des installations de transformation	3	Les activités n'ont pas encore été menées
		Durabilité probable des routes construites/remises en état		
		Efficacité: producteurs bénéficiant d'un plus large accès au marché	3	
Composante 2 : Renforcement des capacités des différents acteurs	SC 2.1 : Renforcement des ruraux et de leurs organisations	Durabilité probable des groupes communautaires formés/consolidés	4	
	SC 2.2: Renforcement des capacités institutionnelles			

Niveau de réalisation indicateur 3^e niveau SYGRI

Indicateur	Unité	Référence	Mi-parcours	Achèvement	Objectif
Ménages dont l'indice d'accumulation des actifs a augmenté	Nombre				
Enfants en insuffisance pondérale - Poids par âge	% filles	7%		4.27%	
	% garçon	11%		4.01%	
Enfants chroniquement mal nourris - Taille par âge	% filles	26.9%		28.7%	
	% garçon	25.1%		25%	
Enfants en malnutrition aigüe - Poids par taille	% filles	4.5%		8.7%	
	% garçon	10%		7.8%	
Ménages ayant connu une saison de disette	Nombre	0		0	
Durée de la première saison de disette	Nombre	0		0	
Ménages ayant connu deux saisons de disette	Nombre	0		0	
Durée de la deuxième saison de disette	Nombre	0		0	

Appendice 5: Aspects financiers: performance financière effective par source de financement et par composante, et décaissements par catégorie

Tableau 5A : Exécution des obligations de financement par source de financement au 30.06.2016

Source de financement	Devise	Montant Approuvé	Décaissement Réel	Taux de décaissement
PRÊT FIDA N°722	DTS	3 800 000	3 426 861	90,18%
DON FIDA N°970	DTS	190 000	182 104	95,84%
FONDS ADDITIONNEL N°200000044100	DTS	4 250 000	762 245	17,94%
ETAT GABONNAIS	FCFA	1 634 700 000	1 551 560 710	94,91%
BENEFICIAIRES	FCFA	203 800 000	486 555 816	238,74%

Tableau 5B - Performance financière par source de financement et par composante au 30.06.2016

SOURCES DE FINANCEMENT	MOUVEMENTS	COMPOSANTES			
		Composante A Promotion des filières agricoles à grand potentiel de marché	Composante B Renforcement des capacités	Composante C Coordination, suivi et évaluation	Total
		Montant en FCFA 000			
PRÊT FIDA N°722-GA	Pré-évaluation	1 662 719	740 456	496 825	2 900 000
	Réalisé	1 139 581	268 846	807 587	2 216 014
	Pourcentage	69%	36%	163%	76%
DON FIDA N°970-GA	Pré-évaluation			140 000	140 000
	Réalisé			121 344	121 344
	Pourcentage			87%	87%
FONDS ADDITIONNEL N°200000044100	Pré-évaluation	2 189 726	434 462	163 628	2 787 816
	Réalisé	318 310	15 744	117 304	451 358
	Pourcentage	15%	4%	72%	16%
FONDS DE CONTREPARTIE	Pré-évaluation	1 287 045	141 653	206 019	1 634 716
	Réalisé	791 272	99 645	515 928	1 406 845
	Pourcentage	61%	70%	250%	86%
BENEFICIAIRES	Pré-évaluation	203 816			203 816
	Réalisé	486 556			486 556
	Pourcentage	239%			239%
TOTAL	Pré-évaluation	5 343 306	1 316 570	1 006 472	7 666 348
	Réalisé	2 735 719	384 235	1 562 163	4 682 117
	Pourcentage	51%	29%	155%	61%

Tableau 5C-1: Décaissements du Prêt du FIDA* n°722-GA (en DTS, au 30 juin 2016 jusqu'à DRF 40)

Catégorie	Description de la catégorie	Allocation initiale	Allocation révisée	Décaissements	En préparation (DRF 40 - Taux DTS/FCFA estimé à 824,719)	Solde	Décaissement
							(%)
I	Génie Civil	20 000	120 000	13 566		106 434	11,31%
II	Equipements, Matériels et Véhicules	280 000	280 000	234 575	1 961	43 464	84,48%
III	Assistance tech, Formation, Etudes et Information	730 000	830 000	748 413	15 297	66 290	92,01%
IV	Etudes	110 000	140 000	142 248	1 636	-3 884	102,77%
V	Microprojets des Filières	1 380 000	1 180 000	959 683	42 230	178 087	84,91%
VI	Prestation de services	350 000	400 000	417 036	1 930	-18 966	104,74%
VII	Salaires	380 000	580 000	541 365	0	38 635	93,34%
VIII	Coût du Fonctionnement	170 000	270 000	179 962	6 065	83 973	68,90%
	Non Alloué	380 000				0	0,00%
	Dépôt initial DRF			190 013		-190 013	-
	Total*	3 800 000	3 800 000	3 426 861	69 119	304 021	92,00%

*le taux de décaissement sans compter la DRF 40 en cours de préparation est de 90,18%. Le taux de décaissement sans le dépôt initial s'atteste à 85,18%

Figure 1 : Décaissement du prêt FIDA n°722-GA, comparaison entre les allocations initiales et révisées et les décaissements effectifs.

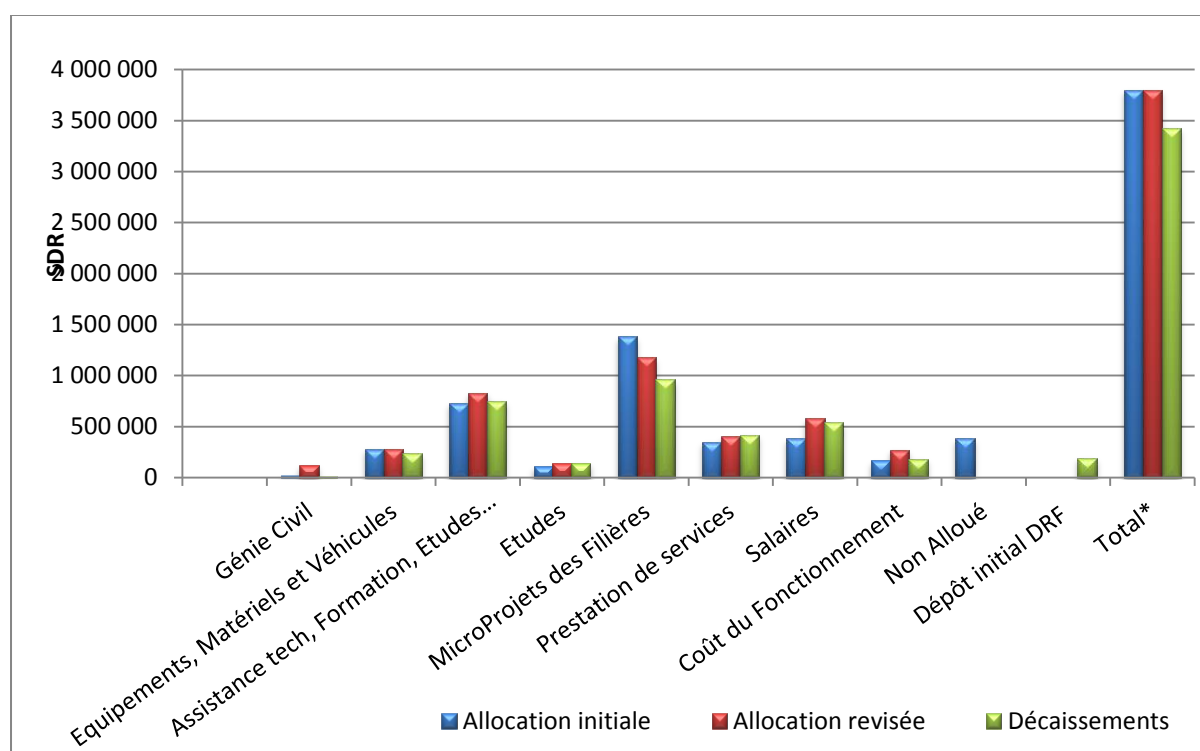


Tableau 5C-2: Décaissements du don FIDA n° 970-GA (en DTS, au 30 juin 2016 jusqu'à DRF 6)

Catégorie	Description de la catégorie	Allocation initiale	Allocation révisée	Décaissements	En attente de soumission (DRF XX taux DTS/FCFA estimé à XXX)	Solde	Décaissement
							(%)
I	Génie Civil					0	
II	Equipements, Matériels et Véhicules	30 000	30 000	2 765		27 235	9,22%
III	Assistance tech, Formation, Etudes et Information	130 000	130 000	129 298		702	99,46%
IV	Etudes	30 000	30 000	4 563		25 437	15,21%
V	MicroProjets des Filières						
VI	Prestation de services						
VII	Salaires						
VIII	Coût du Fonctionnement						
	Non Alloué						
	Fonds de Roulement			45 479		-45 479	-
	Total*	190 000	190 000	182 104	0	7 896	95,84%

*le taux de décaissement du don est de 95,84%. Le taux de décaissement sans le fonds de roulement s'atteste à 71,91%

Figure 2 : Décaissement du don du FIDA n°979-GA, comparaison entre les allocations initiales et révisées et les décaissements effectifs.

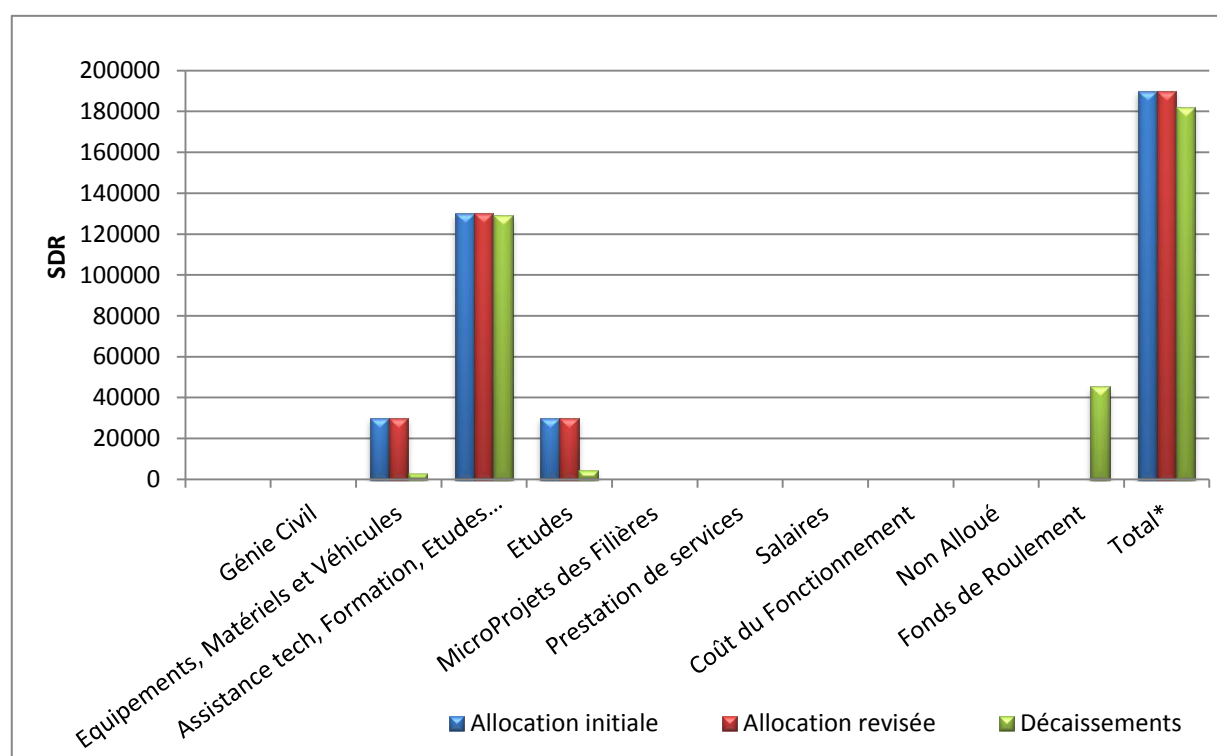
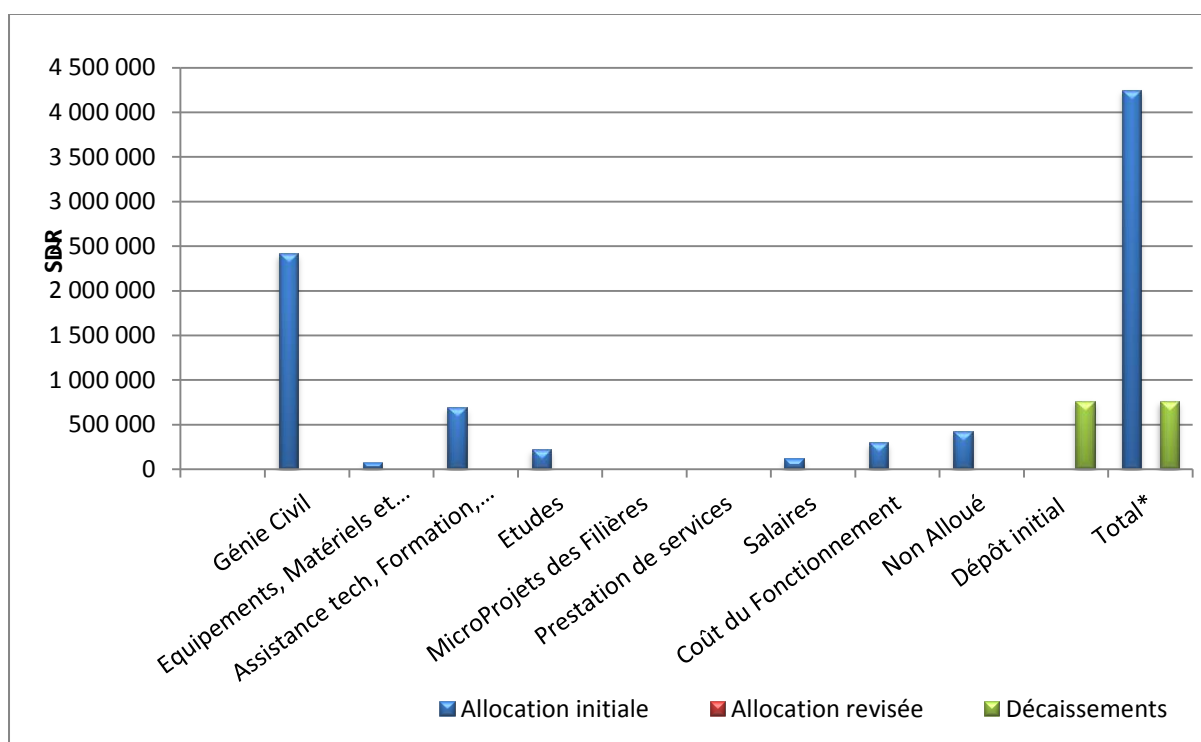


Tableau Décaissements du Fonds additionnel FIDA n°200000044100 (en DTS, au 30 juin 5C-3: 2016 jusqu'à DRF 1)

Catégorie	Description de la catégorie	Allocation initiale	Allocation révisée	Décaissements	En attente de soumission (DPD1 DRF 2 en préparation) Taux DTS/FCFA estimé à 824,719	Solde	Décaissement
							(%)
I	Génie Civil	2 420 000			359 265	2 060 735	14,85%
II	Equipements, Matériels et Véhicules	75 000			53 849	21 151	71,80%
III	Assistance tech, Formation, Etudes et Information	690 000			53 849	636 151	7,80%
IV	Etudes	220 000				220 000	0,00%
V	MicroProjets des Filières					0	
VI	Prestation de services					0	
VII	Salaires	120 000			41 730	78 270	34,78%
VIII	Coût du Fonctionnement	300 000			19 716	280 284	6,57%
	Non Alloué	425 000				425 000	0,00%
	Dépôt initial			762 246		-762 246	-
	Total*	4 250 000	0	762 246	528 409	2 959 345	30,37%

*le taux de décaissement réel est de 17,94%. Le taux de décaissement sans le dépôt initial est s'atteste à 0%

Figure 3 : Décaissement du Fonds additionnel n°200000044100, comparaison entre les allocations initiales et révisées et les décaissements effectifs.



Rapprochement du Compte spécial du Prêt FIDA n°722-GA au 31.05.2016

Avance initiale en compte désigné	220 000 000
Montant recouvré	76 981 452
Montant non remboursé de l'avance (A)	143 018 548
Trésorerie disponible au 31.05.2015	27 700 255
DRR en préparation	57 001 513
Dépenses préfinancées	36 334 470
Sous Total (B)	121 036 238
Ecart (A) - (B)	21 982 310
Détail de l'écart :	
Préfinancement net dépenses de contrepartie	51 155 998
Préfinancement net reçu des Fonds additionnel	-29 173 788

Rapprochement du Compte spécial du Fonds Additionnel n°200000044100

Avance initiale en compte désigné	500 000 000
Montant recouvré	
Montant non remboursé de l'avance (A)	500 000 000
Trésorerie disponible au 31.05.2015	349 153 252
DRR en préparation	77 651 731
Sous Total (B)	426 804 983
Ecart (A) - (B)	73 195 017
Détail de l'écart :	
Préfinancement net dépenses du Prêt FIDA	29 173 788
Préfinancement net dépenses de contrepartie	38 021 229
Avance au personnel	6 000 000

Appendice 6: PDAR/Application des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement

Sections	Dispositions de l'accord de prêt	Application / PDAR
Section 1.05 « Nomination de l'Institution Coopérante »	Le Bureau des Services d'Appui aux Projets des Nations Unies (UNOPS) sera nommé en qualité d'Institution Coopérante.	Depuis le démarrage, le Projet est en supervision directe. Cette disposition est à annuler par le FIDA.
Section 2.04 « Compte d'Avance du Don »	b) une fois le Compte d'Avance du Don ouvert, le Fonds, sur demande de l'Emprunteur effectuera en son nom, des retraits du Compte Don, pour des montants qui sont établis dans chaque PTBA, et les déposera sur le Compte d'Avance du Don.	Le compte est ouvert à UGB/Oyem. Le montant total mobilisé au 30.06.2016 est égal à USD 275 926.
Section 3.02 « Programme de Travail et Budget annuel	b) L'Agent principal soumet chaque année un projet de PTBA au Fonds et à l'Institution Coopérante pour commentaire et approbation 60 jours au plus tard avant le commencement de l'année	Le projet a élaboré son PTBA 2016. Il a été transmis au FIDA dans les délais.
Section 3.04 « Fonds de contrepartie »	c) L'emprunteur effectue un premier dépôt de FCFA 172 millions sur le Compte de projet, et reconstitue d'avance annuellement le Compte de Projet en y déposant les fonds de contrepartie tels qu'ils sont prévus dans le PTBA relatif à l'année du projet considéré	Le compte est ouvert à UGB/Oyem. Le Projet a reçu depuis son démarrage FCFA 1,551 milliards représentant 95% de son engagement (y compris la contrepartie dans le cadre du financement additionnel). Le projet a reçu en 2015 un montant de FCFA 166 millions sur les 200 millions engagés.
Section 4.02 « Rapport d'activités »	Transmission d'un rapport semestriel d'activités dans les trois mois suivant la fin du semestre	Les deux rapports semestriels ont été soumis dans les délais.
Section 5.01 « Etats financiers »	L'UGP prépare chaque année fiscale les états financiers des opérations et les présente au Fonds et à l'Institution Coopérante dans les 3 mois suivant la fin de chaque année fiscale	Les états financiers de l'exercice 2015 n'ont pas été transmis au FIDA.
Annexe 2 « Affectation et retraits des fonds du prêt et du don »	Les dépenses relatives aux activités du S/E au SYGRI ainsi qu'au matériel informatique doivent être mobilisées sur les catégories 2, 3, et 4 du don.	Certaines dépenses ont été payées sur les CS/prêt et remboursées par le FIDA.

Annexe 3, I, A 2.2 et 3 « Composition CNPS et CCTP »	<ul style="list-style-type: none"> Le CNPS et le CCCTP se réuniront deux fois par an en session ordinaire et aussi souvent que nécessaire 	<ul style="list-style-type: none"> Au cours de l'année 2015, le CNPS s'est réuni deux fois en session ordinaire.
Annexe 3, I, 5.2 « Composition de l'UGP »	Deux volontaires des Nations Unies spécialistes respectivement en commercialisation des produits agricoles et approche participative appuieront le démarrage des activités du Projet dans ces deux domaines pendant les deux premières années.	Les deux VNU n'ont pas été recrutés. Par contre un VNU a été recruté pour le suivi des activités relatives aux infrastructures rurales dans le cadre du fonds additionnel.
Annexe 3, II, 3 « Assurance du personnel de projet »	Le personnel du projet sera assuré contre les risques de maladie et d'accident.	L'assurance maladie pour le personnel a été renouvelée pour l'année 2016.

Appendice 7: Gestion des savoirs: apprentissage et innovation

Apprentissage

Le PDAR offre plusieurs leçons à tirer qui sont pertinentes dans le cadre de la formulation du nouveau projet, mais aussi pour autres projets de développement rural. Les principales leçons tirées sont les suivantes :

Au niveau du ciblage

- Le choix de la *zone d'intervention*, notamment la province de Woleu-Ntem, a été très pertinent. La province est moins isolée et plus peuplée que d'autres régions au Gabon, et l'agriculture y joue un rôle très important. Le Woleu-Ntem est connu comme grenier du Gabon. Sur le plan géographique, le FIDA doit continuer à privilégier les zones où les populations pauvres sont particulièrement vulnérables en raison de facteurs extérieurs variés, mais aussi où des possibilités économiques existent (intérêt à s'engager dans l'agriculture, réseau routier, marché, etc.).
- Le choix du PDAR de se concentrer sur les *filières* banane et manioc a été très pertinent. Ce sont des filières avec un vrai potentiel de croissance, de développement et de réduction de la pauvreté dans la province de Woleu-Ntem, notamment avec une demande actuelle et potentielle (encore non satisfaite) sur le marché, potentiel d'adoption et d'adaptation des savoirs et technologies disponibles et améliorés, dotation en ressources naturelles, un pourcentage significatif du groupe cible déjà engagé dans la filière, faible barrière à l'entrée pour les producteurs et les micro entreprises; potentiel d'amélioration de la répartition actuelle des avantages tout au long de la filière ou entre les acteurs travaillant au même stade de la filière
- Le ciblage des *jeunes* a été très difficile pour le PDAR. Les communautés rurales sont caractérisées par une population vieillissante et un désintérêt total à l'agriculture de la part des jeunes. De multiples obstacles se dressent devant les jeunes qui essaient de gagner leur vie en milieu rural (accès à l'information, à la terre, aux services financiers, aux métiers de l'environnement, aux marchés et faible engagement des jeunes dans les débats politiques), mais il existe aussi une perception négative de l'agriculture. Il faut davantage créer l'intérêt des jeunes à l'agriculture à travers la promotion de l'agriculture en tant qu'entreprise vraiment rentable. À cet effet, la présentation des parcours de jeunes agriculteurs ou agro-entrepreneurs brillants comme modèles de réussite professionnelle ne peut qu'encourager les jeunes à se lancer en agriculture. Dans le même temps, le FIDA devrait appuyer l'accompagnement et la formation pratique des jeunes à même de soutenir le développement d'entreprises agropastorales dans les différentes chaînes de valeurs, des filières ciblées.
- Les *peuples autochtones* pygmée étaient une des quatre cibles du PDAR. Sur cette base, plusieurs initiatives ont été entreprises par le projet en vue de les toucher et de les enrôler dans les activités du Projet, mais toutes ces initiatives se sont soldées par des échecs apparemment à cause de leur désintérêt à l'agriculture. Vu que les peuples autochtones du Gabon sont parmi les groupes les plus vulnérables, les plus marginalisés et les plus désavantagés et les maigres résultats du FIDA, le FIDA doit repenser sa stratégie de ciblage des peuples autochtones au Gabon. Une possibilité pourrait être de les appuyer avec le renforcement de la filière de produits forestiers non ligneux, peut-être avec un don pays.
- Un nombre significatif de producteurs soutenus par le PDAR a bénéficié de façon itérative d'appuis sur plusieurs campagnes ce qui a renforcé une culture d'attentisme et empêché d'atteindre un plus grand nombre de bénéficiaires. Le prochain projet doit mettre au point la stratégie de ciblage et prévoir explicitement une période de sevrage en ce qui concerne les appuis fournis.

Au niveau de l'approche

- Le démarrage du PDAR a connu de grands retards, ce qui était largement dus aux faibles *capacités locales privées et publiques*. L'analyse institutionnelle comme présentée dans le rapport de pré-évaluation ne correspondait pas du tout à la situation sur le terrain. La présence de groupement d'une certaine maturité et taille n'était pas réaliste, donc le Projet a du attribuer plus

de ressources que prévues au renforcement des organisations paysannes. Les capacités locales d'accompagnement étaient également inexistantes ce qui a amené le PDAR à s'engager plus que prévu. Pour la formulation du nouveau projet, une analyse réaliste des capacités locales doit être entreprise. Beaucoup plus d'attention doit être donnée aux efforts de renforcement de capacités, notamment des services publics déconcentrés, pour assurer la durabilité des activités appuyées par le projet. La durée d'un nouveau projet devrait être de six à huit ans avec une phase initiale dédiée à l'identification, la formation et la formalisation des groupements de producteurs, une deuxième phase qui met l'accent sur l'augmentation de la production et la productivité et la mise en réseau des différents acteurs de la filière et une dernière phase de désengagement graduel.

- Les groupements coopératifs appuyés par le PDAR qui étaient composés d'un nombre significatif de membres, se sont désagrégés à cause de nombreux conflits au cours de la mise en œuvre du Projet et incluent maintenant uniquement des membres de la même famille. L'encadrement des *organisations paysannes* s'est fait d'une manière indifférenciée, ce qui a empêché la maturation de plusieurs entre eux. Les formations des organisations de producteurs devraient être basées sur une catégorisation faite des groupements selon leur niveau de maturité et leurs capacités. Les formations fournies par le Projet devraient être adaptées et répondre aux besoins spécifiques en termes de renforcement des capacités. Ces organisations locales devront ensuite accéder au rang de coopératives ou d'associations faîtières tournées vers le marché. Quand des organisations faîtières prennent suffisamment d'ampleur et deviennent assez solides, elles peuvent fournir des services à leurs membres/actionnaires directement ou bien établir des liens durables avec des fournisseurs d'intrants, des acheteurs de produits, des prestataires de services agro-technologiques spécialisés, des institutions de microfinance ou des banques. Elles sont également en mesure de faire entendre leur voix dans les processus d'élaboration des politiques.
- L'enquête sur l'évolution de la situation de référence et de la production agricole conduite par la Direction Générale de la Statistique a établi que la proportion des ménages pauvres dans la zone du projet est passée de 66,5% en 2010 à 41,8% en 2014 et que les plantations de cultures vivrières promues par le PDAR représentent 93,3% (contre 64,2% en 2010) de l'ensemble des plantations de la province. L'évaluation avait par ailleurs mis à nu, une augmentation de la malnutrition en dépit des augmentations de revenu, de production et productivité de banane et manioc. Il faudra *diversifier les filières ciblées* par les projets pour mieux prendre en compte les défis de la malnutrition en milieu rural. L'intégration du petit élevage et du maraichage devra en conséquence être envisagée dans le prochain projet. Le cycle relativement long du manioc ou de la banane justifie aussi cette diversification vers des moyens d'existence à cycle court à même de garantir des revenus mensuels.
- L'engouement des groupements bénéficiaires du PDAR est réel pour la production. Les initiatives en matière de *commercialisation* sont timides d'où le besoin d'un dispositif d'appui conseil qui accompagne l'orientation entrepreneuriale des activités à travers un renforcement de leurs capacités (identification des marchés, formation des prix, négociations etc.) et la fourniture d'informations commerciales. Il faudra garantir l'accès physique des bassins de production, et faciliter la mise en relation directe des producteurs avec les acteurs du marché.
- L'*approche participative* du PDAR a été bien appréciée et a bien marché, surtout en valorisant le savoir-faire endogène pour la sélection de semences et les techniques culturales. Le futur projet doit continuer à capitaliser et bâtir sur les savoirs locaux.
- Plusieurs projets qui s'occupent du développement rural sont opérationnels dans la province de Woleu-Ntem, notamment PRODIAG et GRAINE. Ils n'ont pas tous les mêmes approches, quelques fois même contradictoires, et à date il n'y a pas de concertation entre eux. Afin d'éviter les doublons au profit de la complémentarité et de la synergie le prochain projet devrait s'engager afin d'avoir un dialogue avec les autres partenaires techniques et financiers.

Du point de vue organisationnel

- L'*unité de gestion* du PDAR était assez bien pensée lors de sa conception. Toutefois quelques postes ont été pourvus avec un retard et d'autres postes clés n'étaient pas envisagés, notamment ceux du spécialiste en passation des marchés et du responsable de la gestion des savoirs, ce qui a affecté la gestion du projet. Il faudra s'assurer que les postes clés d'UGP soient pourvus lors du démarrage du nouveau projet.
- La séparation des rôles de l'UGP (mise en œuvre) et le *comité de pilotage* (orientations stratégique) n'a pas toujours été très nette ce qui a parfois mené à des conflits de compétence. Afin d'éviter ces problèmes à l'avenir, l'accent doit être mis sur les différents rôles lors du

démarrage du projet.

- La faiblesse du *système de suivi et évaluation* du PDAR a empêché une vraie gestion du projet axée sur les résultats. Le Projet a connu surtout beaucoup de problèmes avec le suivi des effets (résultats de deuxième niveau) de ses activités. À l'avenir, il faut s'assurer que le projet dispose d'un cadre logique avec un nombre limité d'indicateurs clairs et pertinents. En outre plus d'attention doit être donnée au renforcement des capacités du responsable de suivi et évaluation.
- Les capacités des équipes de projets dans les domaines techniques, méthodologiques et de gestion financière sont insuffisantes. Aussi les processus de recrutement de spécialistes pour la coordination nationale ayant été infructueux et donc peu attractifs à maintes reprises. Il faudra doter les équipes de gestion des projets d'une *assistance technique internationale*. Les prochaines interventions envisageront i) une coordination nationale basée à Libreville et regroupant des spécialistes transversaux (coordination, suivi évaluation, passation des marchés, assistant technique international), ii) des antennes régionales légères comprenant un superviseur et une petite équipe de technicien d'appui conseil.
- Des retards importants ont été accusés dans la ratification des accords de financement, dans la mobilisation des *Fonds de Contrepartie* et la mise en œuvre des interventions. Il faudra sécuriser les contributions du Gouvernement pour éviter des ruptures d'exécution et aussi améliorer l'appropriation nationale et le pilotage des projets d'une part par le Représentant de l'emprunteur et d'autre part par la maîtrise d'ouvrage. Les fonds de contrepartie seront limités aux impôts et taxes;

Innovation

Les systèmes de production traditionnels au Gabon sont peu intensifs (faible utilisation d'intrants de qualité et d'outils performants) et rendent la productivité du travail agricole très faible. Le PDAR intervient dans la Province du Woleu-Ntem où il appuie la productivité de la banane et du manioc tout en renforçant les capacités des acteurs. La disponibilité régulière et durable de semences performantes dans ces deux filières s'est améliorée. Le Projet contribue aussi à mettre en place une expertise locale en matière d'encadrement des producteurs et coopératives agricoles, avec la promotion de techniciens d'appui conseil (TAC) qui compensent l'absence au niveau provincial d'un dispositif technique régalien spécialisé dans la vulgarisation et l'encadrement des producteurs.

Pour pallier le problème d'approvisionnement en matériel végétal de bonne qualité dans la filière banane, le PDAR, en collaboration avec le Centre Africain de Recherche sur les Bananiers Plantain (CARBAP), a impulsé l'introduction de la technique Plants Issus de Fragments de tiges (PIF). C'est une technique novatrice de multiplication végétative des rejets de bananier plantain peu coûteuse dont l'avantage est de permettre une production rapide en masse de rejets (50 à 100 à partir d'un rejet/souche). Cette production se fait durant 2 à 3 mois au lieu d'un minimum de 6 mois avec la méthode ordinaire qui produit 4 à 5 rejets par plant. De plus, le PIF produit au terme du premier mois, des vivo plants rustiques, car obtenus en milieu réel, indemnes de charançon et de nématodes. Avec l'appui de CARBAP, le Projet a également sélectionné des variétés améliorées et appréciées localement.

Le PDAR a également obtenu des résultats significatifs dans la production du matériel végétal à travers la mise en place de parcs à bois pour l'approvisionnement des producteurs en boutures de manioc. En collaboration avec l'Institut International de l'Agriculture Tropicale (IITA), le Projet a sélectionné des variétés améliorées, ainsi que des variétés locales tolérantes à la mosaïque.

Pour appuyer à l'émergence d'opérateurs d'appui-conseil, le PDAR renforce les capacités des différents opérateurs d'appui-conseil de la province du Woleu Ntem afin d'initier la mise en place d'une expertise locale adaptée aux besoins des producteurs et aux filières cibles. Les compétences sont renforcées principalement au moyen des formations théoriques et pratiques sur le terrain et de recyclages en animation (approche et diagnostic participatif, aspects genre, ciblage et inclusion des plus pauvres, structuration des organisations de producteurs) et filières (gestion des microprojets, approche filière). Les techniciens d'appui conseil (TAC) doivent assurer le processus de transfert de savoirs, aptitudes et attitudes des paysans bénéficiaires.

A travers des microprojets, le PDAR a appuyé à date l'approvisionnement des coopératives agricoles en matériel végétal de bonne qualité provenant des champs semenciers. Parallèlement, d'autres projets intervenant dans l'agriculture, notamment la Gabonaise des réalisations agricoles et des initiatives des nationaux engagés (Programme GRAINE) et le Projet de Développement et d'Investissement Agricole au Gabon (PRODIAG), ont acheté des quantités significatives de matériel végétal auprès des producteurs semenciers appuyés par le PDAR. D'autres producteurs s'approvisionnent également chez ces producteurs semenciers en semences performantes dans ces deux filières. La conception du nouveau projet portera sur la réplique, l'amélioration et la mise à échelle de ce modèle qui s'inscrit bien dans les orientations sectorielles actuelles du Gabon.

ANNEXE 1: CONTROLE DES ECD

DRF 37

N° DRF	n° ordre	Libellé	Date	Numéro Pièce	Montant	Cat.	Observations
37	1	Ch7915213 Billet consultant GAF	27/02/2015	18402	594 100	3A	RAS
37	2	Ch7915224 frais location équip p°	12/03/2015	01103	640 000	3A	RAS
37	3	Ch7915227 perd+transp réalisés du doc	16/03/2015	01403	860 000	3A	RAS
37	4	Frais pause déjeuner et café	20/03/2015	01603	1 500 000	3A	RAS
37	5	Frais logistique et déco salle	20/03/2015	01603	600 000	3A	RAS
37	6	Carb format° maladie bananier	20/04/2015	00904	150 000	3A	RAS
37	7	Perd format°maladie du bananier	20/04/2015	00904	1 410 000	3A	RAS
37	8	Frais trsp format°maladie bananier	20/04/2015	00904	100 000	3A	RAS
37	9	Fourniture de bureau format°	29/05/2015	05905	99 600	3A	RAS
37	10	Perdiem paysans relais	29/05/2015	05905	1 680 000	3A	RAS
37	11	Perdiem TACs	29/05/2015	05905	900 000	3A	RAS
37	12	Frais de trsp 28 paysans relais	29/05/2015	05905	140 000	3A	RAS
37	13	Frais pause café format°	29/05/2015	05905	100 000	3A	RAS
37	14	Frais de trsp 11 TACs	29/05/2015	05905	80 400	3A	RAS
37	15	Ch7915089 Tronc/cpes de souches 3ha	06/02/2015	06502	420 000	5	RAS
37	16	Ch7915219 acht 4000btures MPM178/14	06/03/2015	00603	100 000	5	RAS
37	17	Ch7915237 Ach 4800 rejets CV 232/14	27/03/2015	02303	720 000	5	RAS
37	18	Ch7915238 Abat/tronc:cpe souches	27/03/2015	02403	945 000	5	RAS
37	19	Frais chargement 38 600 vivoplants	15/04/2015	00504	39 000	5	Pièces incomplètes
37	20	Frais panier chffeurs trsp Vivo	15/04/2015	00504	50 000	5	Pièces incomplètes
37	21	Frais carb Trsp 38 600 vivoplants	15/04/2015	00504	200 000	5	Pièces incomplètes
37	22	Ch7915266 Abat/tronc/cpe sches 5ha	27/04/2015	01204	1 075 000	5	RAS
37	23	Ch7915267 Abat/troc/coup souchA205	27/04/2015	01304	1 505 000	5	RAS

37	24	Ch7915268 abat/tronc 3 ha MPB	27/04/2015	01404	585 000	5	RAS
37	25	Reliquat perdiem ensemencement 10germ	02/03/2015	00103	53 120	6A	RAS
37	26	Reliquat frais caburant	02/03/2015	00103	46 500	6A	RAS
37	27	Reliquat ach rejets germeoirs	02/03/2015	00103	650 000	6A	RAS
37	28	Reliquat ach mat agricoles germeoirs	02/03/2015	00103	-758 000	6A	RAS
37	29	Ch7915221 Paiement sold form pers	06/03/2015	00803	2 092 480	6A	RAS
37	30	Jetton d presence auditeC1060101	08/05/2015	04505	150 000	6A	Pièces incomplètes

DRF 38

N° DRF	n° ordre	Libellé	Date	Numéro Pièce	Montant	Cat.	Observations
38	1	Ch7914905 Ach billets consultants	09/01/2015	00301	120 000	3A	Pas de pièce
38	2	Fact n°095/03/15 solde honoraires	03/06/2015	00306	485 880	3A	RAS
38	3	Lavage véhicule	04/06/2015	00406	4 000	3A	RAS
38	4	Carburant véh A1080201	04/06/2015	00406	-51 400	3A	RAS
38	5	TransportTAC	04/06/2015	00406	-15 000	3A	RAS
38	6	Perdiem	04/06/2015	00406	-30 000	3A	RAS
38	7	Ch7915650 RTN / Diffusion annonce recrut.	09/06/2015	05706	125 000	3A	RAS
38	8	Ch7915651/Publicat° Appel a candidatureRAF	09/06/2015	05806	330 500	3A	RAS
38	9	Ch7915315 Ach de 3400 Vivoplants	07/05/2015	02505	1 020 000	5	RAS
38	10	Frais de communicat° miss°la Rembou	08/05/2015	04605	10 000	5	RAS
38	11	Carb miss° la Remboué ach rejets	08/05/2015	04605	70 000	5	RAS
38	12	Ch7915335 Frai mis RembouéA2050101	08/05/2015	04605	424 960	5	RAS
38	13	Ach de 1000 rejets MPB CV115/15	08/05/2015	04605	200 000	5	RAS
38	14	Ch 7915335 Ach de 1000 rejets	08/05/2015	04605	200 000	5	RAS
38	15	Ch7915335 Achat 1000 MPB CV116/15	08/05/2015	04605	320 000	5	RAS
38	16	Ch7915335 Achat1600 MPB CV118/15	08/05/2015	04605	320 000	5	RAS
38	17	Ch7915335 Achat1600MPB CV80/15	08/05/2015	04605	320 000	5	RAS

38	18	Ch7915335 Achat1600 MPB CV78/15	08/05/2015	04605	320 000	5	RAS
38	19	Ch7915335 Achat2000 MPB CV 90/15	08/05/2015	04605	400 000	5	RAS
38	20	Ch7915335 Achat1000 MPB CV121/15	08/05/2015	04605	200 000	5	RAS
38	21	Ch7915335 Achat1000 MPB CV92/15	08/05/2015	04605	200 000	5	RAS
38	22	Ch7915335 Achat2600 MPB CV122/15	08/05/2015	04605	520 000	5	RAS
38	23	Frais carburant mission	18/05/2015	05005	70 000	5	RAS
38	24	Ch7915337 frais mis Remboué	18/05/2015	05005	637 440	5	RAS
38	25	Frais de chargement canter	18/05/2015	05005	200 000	5	RAS
38	26	Ch7915337 Ach de 1618 rejets	18/05/2015	05005	323 600	5	RAS
38	27	Ch7915337 Ach de 1141 rejets CV17	18/05/2015	05005	228 200	5	RAS
38	28	Ch7915337 Ach de 1900 rejets	18/05/2015	05005	380 000	5	RAS
38	29	Ch7915337 Ach de 600 rejets	18/05/2015	05005	120 000	5	RAS
38	30	Ch7915337 Ach de 3860 rejets	18/05/2015	05005	772 000	5	RAS
38	31	Ch7915337 Ach de 600 rejets Edoung	18/05/2015	05005	120 000	5	RAS
38	32	Ch7915337 Ach de 1600 rejets	18/05/2015	05005	320 000	5	RAS
38	33	Ch7915337 Ach de 896 rejets	18/05/2015	05005	179 200	5	RAS
38	34	Ch7915337 Ach de 1200 rejets	18/05/2015	05005	240 000	5	RAS
38	35	Ch7915337 Ach de 2000 rejets	18/05/2015	05005	400 000	5	RAS
38	36	Ch7915348 Trouaison 2000 MPB	05/06/2015	00706	200 000	5	RAS
38	37	Ch7915350 Ach de 1600 vivoplants	05/06/2015	00906	480 000	5	RAS
38	38	Ch7915352 Abat/tronc 5ha MPM	05/06/2015	01106	825 000	5	RAS
38	39	Ch7915353 Abat/tronc 5ha MPM	05/06/2015	01206	825 000	5	RAS
38	40	Ch7915366 Ach de 6400 vivoplants	05/06/2015	02506	1 920 000	5	RAS
38	41	Ch7915370 Buttage 7ha MPM CV10/15	05/06/2015	02906	1 050 000	5	RAS
38	42	Ch7915723 Abat tronc cp but 3haCV51	13/06/2015	12806	1 095 000	5	RAS
38	43	Ch7915735 Achat btre MPM CV02/15	13/06/2015	14006	500 000	5	RAS

38	44	Fact n°FA15/8001 frais remb.audit	12/06/2015	09706	1 439 600	6A	RAS
----	----	-----------------------------------	------------	-------	-----------	----	-----

DRF 39

n° DRF	n° ordre	Libellé	Date	Numéro Pièce	Montant	Cat.	Observations
39	1	Fact N°940/15 LS TOM2PRO	12/10/15	00810	4 135 200	2A	RAS
39	2	frais couv mediatik Radio Maria06/1	04/08/15	00108	150 000	3A	RAS
39	3	Fact n°126761 Frais com 07/15	27/08/15	01508	100 000	3A	RAS
39	4	Ch7915836 couvert mediatik 07/15	01/09/15	00209	150 000	3A	RAS
39	5	Fact Frais com RNS 08/15	15/09/15	00509	100 000	3A	RAS
39	6	Facture Radio NS 09/15	06/10/15	00210	100 000	3A	RAS
39	7	Fact frais com RNS10/15	10/11/15	04211	100 000	3A	RAS
39	8	Perd Mbre C.G dev.org.animat°	30/11/15	07811	2 100 000	3A	RAS
39	9	Abat 2ha MPB Assock Begue cv155/14	22/10/14	06010	150 000	5	RAS
39	10	Ch7915354 Tronçonnage 2ha MPB	05/06/15	01306	240 000	5	RAS
39	11	Ch7915361 Tronc/cpe de souches	05/06/15	02006	140 000	5	RAS
39	12	Ch7915721 Abt tronc cp1,5ha CV45/15	13/06/15	12606	532 500	5	RAS
39	13	Ch7915722Touaison2ha CV47/15MPB	13/06/15	12706	320 000	5	RAS
39	14	Ch7915725 Abat trouaison 1,haCV44/1	13/06/15	13006	352 500	5	RAS
39	15	Ch7915749 Abat 1,5ha CV83/15	13/06/15	15406	112 500	5	RAS
39	16	Ch7915759 But 3ha AKOK CV69/15	13/06/15	16406	450 000	5	RAS
39	17	Ch7915761 Abat 2ha CV115/15	13/06/15	16606	150 000	5	RAS
39	18	Ch7915762 Abat tronc cp3ha CV120/15	13/06/15	16706	645 000	5	RAS
39	19	Ch7915767 Abat tronc 1,5ha CV123/15	13/06/15	17206	247 500	5	RAS
39	20	Ch7915770 Solde frais misRemboué	03/07/15	00207	265 600	5	RAS
39	21	Ch7915777 Achat btre CV21/15	05/08/15	00208	150 000	5	RAS
39	22	Ch7915779 Achat vivo MPB CV52/15	05/08/15	00308	157 500	5	RAS
39	23	Ch7915861 Achat 1500 vivo CV 63/15	05/11/15	01111	450 000	5	RAS

39	24	Ch7915862 Achat 1400 vivo CV66/15	05/11/15	01211	420 000	5	RAS
39	25	Ch7915863 Achat 3200 vivo CV 20/15	05/11/15	01311	960 000	5	RAS
39	26	Ch7915864 Achat 5000 Bout CV 49/15	06/11/15	01411	125 000	5	RAS
39	27	Ch7915869 Achat Bout CV 10/15	06/11/15	01911	1 750 000	5	RAS
39	28	Ch7915870 Achat 10000 Bout CV 06/15	06/11/15	02011	250 000	5	RAS
39	29	Ch7915871 Achat 1200 VIVO CV 32/15	06/11/15	02111	360 000	5	RAS
39	30	Ch7915872 Achat 3200 Trons CV 63/15	06/11/15	02211	320 000	5	RAS
39	31	Ch7915874 Achatvivo CV 33/15	06/11/15	02411	300 000	5	RAS
39	32	Ch7915875 Achat 1000 Vivo CV 34/15	06/11/15	02511	300 000	5	RAS
39	33	Ch7915876 Achat Bout CV 56/15	06/11/15	02611	500 000	5	RAS
39	34	Ch7915881 Paiem buttes CV 71/15	06/11/15	03111	300 000	5	RAS
39	35	Ch7915882 Achat 5000 Bout CV 05/15	06/11/15	03211	125 000	5	RAS
39	36	Ch7915883 Achat Bout CV 70/15	06/11/15	03311	250 000	5	RAS
39	37	Ch7915884 Achat Bout CV 08/15	06/11/15	03411	875 000	5	RAS
39	38	Ch7915885 Prestat° CV 56/15	06/11/15	03511	645 000	5	RAS
39	39	Ch7915886 Achat 5000 bout CV 43/15	06/11/15	03611	125 000	5	RAS
39	40	Ch7915887 Paiem billonnage CV 43/15	06/11/15	03711	200 000	5	RAS
39	41	Ch7915888 Achat 600 Rejets CV39/15	06/11/15	03811	90 000	5	RAS
39	42	Ch7915889 Achat 13000 bout CV69/15	06/11/15	03911	325 000	5	RAS
39	43	Ch7915894 Achat1360 rejets CV118/15	12/11/15	04411	204 000	5	RAS
39	44	Ch7915895 Achat 8000 Bout CV02/15	12/11/15	04511	200 000	5	RAS
39	45	Ch7915896Achat 1360 Rejets CV110/15	12/11/15	04611	204 000	5	RAS
39	46	Ch7915898 Achat 10000 Bout CV166/14	16/11/15	04811	250 000	5	RAS
39	47	Ch7915905 Butte MPM CV94/15	26/11/15	05611	600 000	5	RAS
39	48	Ch7915906 Butte MPM CV99/15 4Ha	26/11/15	05711	900 000	5	RAS
39	49	Ch7915908 Ach 3200Vivo CV97/15 MPB	26/11/15	05911	960 000	5	RAS

39	50	Fact 007/15 Réinst+formt° à Abam Ad	26/11/15	07011	430 000	5	RAS
39	51	Ch7915920 Ach60000 BtresMPM CV99/15	27/11/15	07111	1 500 000	5	RAS
39	52	Ch7915921Trouaison 3ha MPB CV13/15	27/11/15	07211	480 000	5	RAS